JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ÉTRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15'

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

2^e Législature

2^e SESSION ORDINAIRE DE 1963-1964

COMPTE RENDU INTÉGRAL — 4^e SÉANCE

Séance du Vendredi 10 Avril 1964.

SOMMAIRE

1. — Questions orales sans débat (p. 715).
Maîtres auxiliaires d'enseignement général (question de M. Rabourdin) : MM. Fouchet, ministre de l'éducation nationale ; Rabourdin.
Ramassage scolaire en Seine-et-Oise (question de M. Boscher) : MM. Fouchet, ministre de l'éducation nationale ; Boscher.
Lycée Condorcet de Lens (question de Mme Prin) : MM. Fouchet, ministre de l'éducation nationale ; Carlier, suppléant Mme Prin.
Retrait d'une question.
Suspension et reprise de la séance.
Enseignement agricole ménager en Seine-et-Oise (question de M. Boscher) : MM. Pisani, ministre de l'agriculture ; Boscher.
Allocations logement des exploitants agricoles (question de Mme Ploux) : M. Pisani, ministre de l'agriculture ; Mme Ploux.
Assurances sociales des bouilleurs de cru ambulants (question de M. Briot) : MM. Pisani, ministre de l'agriculture ; Briot.
Assurance vieillesse agricole (question de M. Christian Bonnet) : MM. Pisani, ministre de l'agriculture ; Christian Bonnet.
Financement des barrages de protection (question de M. Poudevigne) : MM. Pisani, ministre de l'agriculture ; Poudevigne.
Élevage bovin (question de M. Fourmond) : MM. Pisani, ministre de l'agriculture ; Fourmond.
2. — Dépôt d'un rapport (p. 723).
3. — Ordre du jour (p. 723).

* (1 f.)

PRESIDENCE DE M. JEAN CHAMANT, vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

M. le président. L'ordre du jour appelle les questions orales sans débat.

MAITRES AUXILIAIRES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

M. le président. M. Rabourdin attire à nouveau l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation précaire dans laquelle se trouvent matériellement et moralement les maîtres auxiliaires d'enseignement général de l'enseignement technique (titulaires du baccalauréat) qui n'ont aucun accès aux E. N. N. A. qui constituent les voies de promotion sociale ouvertes à d'autres catégories ne justifiant pas d'un bagage intellectuel ni d'une expérience supérieurs. Il lui demande, en conséquence, s'il ne pourrait placer la catégorie susvisée sur un plan d'égalité avec les instituteurs titulaires, ou les précédentes qui ont accès

à l'E. N. N. A., en vue d'une titularisation dans l'enseignement, en excluant des conditions d'entrée à l'E. N. N. A. le certificat de propédeutique, qui n'ajoute rien au bagage technique et pédagogique des maîtres auxiliaires de l'enseignement général de l'enseignement technique.

La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

M. Christian Fouchet, ministre de l'éducation nationale. Si, pour certaines sections techniques, enseignement commercial, par exemple, le baccalauréat n'est pas toujours exigé des candidats au concours de recrutement des professeurs des collèges techniques — entrée dans les écoles normales nationales d'apprentissage — il leur est demandé, en revanche, une spécialisation professionnelle.

En ce qui concerne les professeurs d'enseignement général des collèges d'enseignement technique, l'article 5 du décret n° 53-458 du 16 mai 1953 exige de toutes les catégories de candidats un niveau d'études acquis après le baccalauréat, c'est-à-dire soit l'admissibilité aux écoles normales supérieures, soit un certificat de licence, soit, pour les instituteurs titulaires, le C. A. P. qui conditionne leur titularisation.

Il n'est donc pas possible d'assimiler les maîtres auxiliaires bacheliers à ces catégories, mais la fonction de professeur d'enseignement général ne leur est pas interdite pour autant. Ces maîtres peuvent, en effet, préparer le certificat de propédeutique ou demander à être instituteurs remplaçants afin de subir les épreuves du C. A. P. et d'être titularisés.

M. le président. La parole est à M. Rabourdin.

M. Guy Rabourdin. Monsieur le ministre, je vous remercie de vos explications. Cependant, je tiens à appeler votre attention sur la situation particulière des maîtres auxiliaires.

D'abord, on ne peut nier ni la compétence, ni la qualité pédagogique de ces maîtres, puisque leur délégation rectorale n'est renouvelée que s'ils ont donné entière satisfaction dans leur fonction. Ensuite, nul ne peut contester qu'ils ont contribué à la bonne marche des établissements techniques, à la création de bien des sections et qu'actuellement encore, le fonctionnement de la plupart des établissements ne peut être assuré que grâce à un apport, parfois important, de maîtres auxiliaires.

Il serait donc juste de reconsidérer leur position au sein de l'enseignement technique et, en raison des services rendus et des qualités pédagogiques acquises, d'envisager des possibilités de titularisation pour les maîtres auxiliaires jugés valables.

Remarquons d'ailleurs que, pour les disciplines techniques, les candidats au poste de maître auxiliaire doivent justifier de cinq années de pratique dans l'industrie. Cette période, qui, pour une large part, a contribué à compléter une formation technique et humaine, ne pourrait-elle pas leur valoir l'équivalence d'un titre ou diplôme ? En outre, bon nombre de maîtres auxiliaires sont en activité dans l'enseignement depuis cinq et parfois dix années et, durant ce temps, ont acquis une expérience pédagogique dont on ne peut contester la valeur professionnelle.

Enfin, de nombreuses administrations permettent à leurs auxiliaires les plus méritants l'accès aux fonctions de titulaires. Des textes récents ont préconisé la promotion sociale et professionnelle. Des mesures en ce sens ne pourraient-elles pas être envisagées par la direction de l'enseignement technique ?

Si l'on admet que les maîtres auxiliaires doivent apporter la preuve des qualités requises pour la fonction enseignante, il nous semble que la période permettant de les juger devrait être comprise entre trois et cinq années. Passé ce délai, ils pourraient être avisés que, n'ayant pas donné satisfaction dans leur fonction, l'administration ne peut les conserver ou qu'au contraire, ayant révélé des qualités professionnelles ou pédagogiques, il leur est accordé le bénéfice de la titularisation leur permettant de jouir, dans la stabilité, de conditions de vie et de travail satisfaisantes.

Ainsi, afin de favoriser les candidatures des maîtres auxiliaires et de rendre justice à ceux qui, depuis des années, se dévouent à l'enseignement technique, il peut paraître souhaitable d'accorder, exceptionnellement et pendant une période à déterminer, à ceux qui ont fait la preuve de qualités pédagogiques la titularisation après trois années d'exercice dans la fonction et l'obtention d'une note d'inspection au moins égale à douze.

Cette solution ne serait pas, pour les maîtres auxiliaires, un handicap comparable à celui qu'ils subissent lorsqu'ils concourent avec de jeunes candidats frais émoulus des écoles et bien mieux préparés.

Par ailleurs, les trois ans d'ancienneté exigés élimineraient les maîtres auxiliaires temporaires, de passage dans l'enseignement et, en général, les moins valables, au bénéfice de ceux qui ont le désir d'y faire leur carrière.

RAMASSAGE SCOLAIRE EN SEINE-ET-OISE

M. le président. M. Boscher expose à M. le ministre de l'éducation nationale que la répartition faite par les soins de ses services du crédit prévu pour le ramassage scolaire attribué à la Seine-et-Oise un crédit inférieur à 33 p. 100 aux besoins estimés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre le développement normal des services de ramassage scolaire dans ce département.

La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

M. Christian Fouchet, ministre de l'éducation nationale. En matière de financement des transports scolaires, il convient de distinguer le cas des circuits spéciaux et celui des services réguliers.

Pour être subventionnés, les circuits spéciaux doivent obtenir l'agrément du ministère de l'éducation nationale.

Les circuits de Seine-et-Oise qui assurent, en dehors de la zone urbaine, les déplacements d'élèves indispensables et dont la rentabilité est suffisante, ont été, en règle générale, agréés. Les crédits correspondants ont été attribués et ils couvrent les besoins. Cependant de nombreux dossiers continuent à être adressés au ministère ; ils sont étudiés à mesure de leur réception.

En ce qui concerne les transports réguliers, l'attribution des subventions est liée à une décision individuelle concernant chaque élève transporté et prise à l'échelon du département. Les dépenses engagées à ce titre doivent rester dans la limite d'un plafond de crédits fixé pour chaque département au début de l'année scolaire.

Les crédits initialement attribués au département de Seine-et-Oise lors d'une répartition générale opérée au mois de septembre 1963 ont été rajustés en décembre 1963 et couvrent, d'après des indications données récemment par les autorités académiques et préfectorales, la totalité des besoins, tant sur les lignes routières que sur les lignes de la S. N. C. F.

Le département de Seine-et-Oise aura disposé, pour l'ensemble de l'année scolaire 1963-1964, de 1.298.943,28 francs pour les circuits spéciaux et de 3.325.000 francs pour les services réguliers.

M. le président. La parole est à M. Boscher.

M. Michel Boscher. Monsieur le ministre, je vous remercie de vos précisions qui, d'ailleurs, confirment mes informations.

J'avais posé cette question orale au mois de novembre dernier, par conséquent à une date antérieure à l'attribution supplémentaire de crédits que vous venez d'évoquer. Néanmoins, il me faut insister encore auprès de vous, monsieur le ministre, car votre réponse, si elle me reconforte dans une certaine mesure, ne me paraît pas résoudre l'ensemble du problème posé.

Si nous nous reportons à l'année scolaire 1962-1963, nous constatons que l'union départementale de transport d'écoliers — organisme administratif représentant l'ensemble des entreprises de transport qui ont passé une convention avec le département — avait pris en compte 11.244 écoliers dans les circuits réguliers et 6.055 dans les circuits spéciaux organisés soit par les syndicats de communes, soit par les associations de parents d'élèves.

Pour ces quelque 17.300 élèves, le département de Seine-et-Oise avait perçu pour atteindre la subvention fatidique de 65 p. 100, une somme de 2.900.000 francs.

Mais, pour l'année scolaire en cours, 16.000 enfants possèdent déjà la carte de transport pour les circuits réguliers contre 11.244 l'an dernier et 7.800 enfants au lieu de 6.000 utilisent les circuits spéciaux. J'ajoute que la S. N. C. F. fait bénéficier environ 6.300 écoliers de la subvention d'Etat pour cette même année, ce qui représente une subvention de 750.000 francs.

Bref, pour tenir compte de l'augmentation des effectifs dans les circuits réguliers et spéciaux, ainsi que sur les lignes de la S. N. C. F., il faudrait, selon les estimations faites par l'union départementale qui sait de quoi elle parle, envisager une subvention de 5.300.000 francs.

Il ressort de vos indications, monsieur le ministre, que les crédits supplémentaires qui ont été dégagés ont porté la subvention à près de cinq millions de francs. Le déficit probable serait donc de quelque 300.000 francs. Je conviens que ce n'est pas énorme, mais il faudra y faire face.

En tout cas, j'appelle votre attention sur le fait que les crédits nouveaux nécessaires pour la création de nouveaux circuits à partir de la rentrée d'octobre 1963 ne semblent pas avoir été dégagés. J'en veux pour preuve les difficultés que rencontrent, par exemple, les associations de parents d'élèves

lorsqu'elles s'adressent aux services départementaux pour obtenir des créations de circuits spéciaux supplémentaires.

C'est ainsi que l'association des parents d'élèves du lycée d'Etampes, à deux reprises, en octobre 1963 puis en janvier 1964, a émis le vœu de voir établir deux circuits spéciaux supplémentaires qui permettraient un ramassage dans les nombreux cantons ruraux de cette partie du département. Je suis moi-même intervenu auprès des services et il ne paraît pas possible d'envisager ces créations, au mieux, avant la rentrée prochaine et encore n'ai-je pu obtenir l'assurance que les crédits nécessaires seraient effectivement dégagés.

Je vous remercie, monsieur le ministre, de l'effort qui a été fait. J'insiste cependant sur la nécessité d'accorder une particulière attention à ce département de Seine-et-Oise qui, c'est un lieu commun de le dire, est en pleine expansion démographique et qui, surtout, connaît une nouvelle répartition de la population, une mobilité de la population qui font que les ramassages sont encore plus nécessaires là qu'ailleurs.

La politique de l'enseignement que vous avez définie et qui prévoit la multiplication des collèges d'enseignement secondaire et, corrélativement, un certain ralentissement — c'est un euphémisme — des créations de classes dans les G. O. D. conduit également à intensifier le ramassage scolaire, faute de quoi les nouveaux collèges d'enseignement secondaire ne pourront remplir leur mission.

Je veux espérer que les efforts accomplis jusqu'à présent pour transporter les enfants vers les lycées et les collèges d'enseignement secondaire seront maintenus lors de la préparation du budget de 1965. Je vous remercie, monsieur le ministre, de vos signes d'assentiment.

LYCÉE CONDORCET DE LENS

M. le président. Mme Prin expose à M. le ministre de l'éducation nationale la situation dramatique qui sera celle du lycée Condorcet de Lens (Pas-de-Calais) à la prochaine rentrée scolaire. Actuellement, avec un effectif de 2.676 élèves, ce lycée est déjà surchargé. Or, il y a 3.403 inscriptions pour la rentrée prochaine. Pour pallier cette situation, il est prévu que seuls les enfants de Lens seront admis à la rentrée dans les classes de sixième. Cette mesure crée une vive émotion dans toute la région, où les parents se demandent avec angoisse ce que vont devenir leurs enfants. Elle lui demande quelles dispositions il compte prendre pour que la rentrée s'effectue normalement pour l'ensemble des postulants au lycée Condorcet de Lens.

La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

M. Christian Feuchet, ministre de l'éducation nationale. Il peut être tenu compte du désir exprimé par les familles, lors de l'admission de leurs enfants en classe de sixième, dans la mesure compatible avec la bonne organisation de l'enseignement et la capacité réelle des établissements. Dans le cas particulier soulevé par la présente question, compte tenu de l'accroissement considérable des demandes d'admission formulées, il est apparu nécessaire de décongestionner les lycées de Lens, d'Hénin-Liétard et de Liévin en ouvrant dans l'agglomération urbaine de Lens les groupes d'observation dispersés suivants: Angres, Bourges, Fouquières-lès-Lens, Loos-en-Gohelle, Méricourt, Montigny-en-Gohelle, Noyelles-sous-Lens, Rouvroy, Sallaumines, Vendin-le-Vieil.

Les enfants qui ne pourront être accueillis dans les classes de sixième du lycée Condorcet de Lens seront admis dans les classes de sixième de ces groupes d'observation ou dans celles des collèges d'enseignement général de Billy-Montigny et de Harnes.

M. le président. La parole est à M. Carlier, suppléant Mme Prin.

M. Edouard Carlier. Monsieur le ministre, je rappellerai d'abord les termes de la question de Mme Prin.

Actuellement, le lycée Condorcet de Lens, avec un effectif de 2.676 élèves, est surchargé. Le nombre des professeurs y est insuffisant. Pour la rentrée prochaine, 3.403 inscriptions ont déjà été enregistrées et d'autres peuvent encore être demandées.

Pour pallier cette situation, il est prévu que seuls les enfants de Lens seront admis à la rentrée dans les classes de 6^e.

Une question angoissante est donc posée: Où vont aller ces centaines d'enfants à qui on refuse l'entrée du lycée?

Rien n'était prévu pour eux dans la région de Lens. Vous annoncez maintenant que, dans diverses localités des environs de Lens, des classes seront créées et que ces enfants pourront au moins accéder à la sixième. Mais, selon une réponse faite par M. le recteur d'académie, un collège d'enseignement secondaire devait être créé à Wingles et vous n'avez pas cité cette localité, monsieur le ministre. Il n'en est donc plus question.

Certes, vous avez énuméré d'autres localités où il sera possible aux enfants d'accéder à la sixième. Mais je pose alors la question qui a été soulevée pour le collège de Wingles: Quand seront créés ces établissements dont les premières pierres ne sont certainement pas posées? Et même si des constructions provisoires étaient envisagées, quel enseignement ces enfants vont-ils recevoir?

Les textes publiés ne permettent certes pas d'avoir une opinion objective sur les collèges d'enseignement secondaire: leur structure, les programmes, les différentes sections, les conditions dans lesquelles les enfants y entreront, y progresseront, puis en sortiront.

Quelle sera la qualification des professeurs qui vont y enseigner? Où va-t-on recruter ces professeurs, alors qu'il manque déjà des centaines de maîtres dans notre département?

N'a-t-on pas vu le rectorat de Lille, en octobre dernier, utiliser les petites annonces de la presse régionale pour recruter des professeurs?

La scandaleuse affaire du faux professeur des lycées de Bruay-en-Artois et de Béthune en dit long sur l'enseignement au rabais qui est dispensé.

Ce n'est certes pas avec les deux écoles normales qui existent dans notre département et qui y fonctionnent dans des conditions excédant leurs possibilités qu'on pourra former les maîtres et les maîtresses dont notre département a un impérieux besoin dans l'enseignement maternel et primaire.

Mme Prin vous a posé une question à ce sujet. Votre réponse est loin de nous donner satisfaction. Vous prévoyez des crédits pour la construction de collèges capables de donner l'enseignement de la sixième, mais s'agit-il de la rentrée prochaine ou des années à venir?

Vous continuerez donc à recruter des maîtres par la voie des petites annonces.

Le Pas-de-Calais est un des départements les plus jeunes de France. Sur 10.000 habitants, on compte 3.504 jeunes de moins de vingt ans. Il se place au quatrième rang pour le nombre des enfants susceptibles d'être scolarisés. Actuellement, 65 p. 100 des candidats sont refusés dans les lycées et collèges faute de place.

Il importe donc de prendre d'urgence des dispositions pour que ces enfants, qui représentent l'avenir de notre pays, puissent étudier et s'épanouir.

Dans ce cas précis, pour que ces centaines d'enfants de la région de Lens puissent avoir leur place à l'école, des crédits sont nécessaires. C'est ce que réclament les associations de parents d'élèves dont je ne fais l'interprète.

RETRAIT D'UNE QUESTION

M. le président. L'ordre du jour appellerait la question n° 2245 de M. Rossi à M. le ministre de l'agriculture.

Mais l'auteur de la question m'a fait connaître qu'il la retirait. Acte est donné de ce retrait.

L'Assemblée voudra sans doute suspendre la séance en attendant l'arrivée de M. le ministre de l'agriculture.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à quinze heures vingt minutes, est reprise à quinze heures trente minutes.)

M. le président. La séance est reprise.

ENSEIGNEMENT AGRICOLE MÉNAGER EN SEINE-ET-OISE

M. le président. M. Boscher expose à M. le ministre de l'agriculture que le département de Seine-et-Oise, malgré son extrême importance sur le plan agricole, se trouve notablement mal desservi en matière d'enseignement agricole et plus particulièrement en matière d'enseignement ménager agricole. Il lui demande quelles décisions il compte prendre afin de permettre à ce département de bénéficier d'un équipement en cette matière, proportionné à son importance économique.

La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture. Le département de Seine-et-Oise doit, comme tous les autres départements, compter dans les années à venir, en application de la loi du 2 août 1960 relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles, un nombre d'établissements d'enseignement agricole publics correspondant à ses besoins de formation et qui a été fixé, compte tenu des divers caractères de sa démographie rurale, à un lycée agricole, à deux collèges agricoles masculins et à un collège agricole féminin.

Le comité départemental de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles, consulté sur le choix des implantations, a proposé que le lycée agricole soit réalisé à Saint-Germain-la-Jonction, où un projet était déjà à l'étude, et que la construction d'un second lycée agricole soit, en remplacement des deux collèges masculins, envisagée à proximité d'Etampes.

Quant au collège agricole féminin, le comité a estimé que la localité de Saint-Nom-la-Bretèche pourrait être retenue comme lieu d'implantation. Il est prévu que le lycée agricole de Saint-Germain-la-Jonction ouvrirait ses portes pour la rentrée 1965, la réalisation des autres établissements devant être entreprise au titre des plans quadriennaux ou quinquennaux suivants.

Il convient de rappeler également que le département compte une école d'enseignement ménager agricole dont la conversion partielle en collège agricole féminin est envisagée en attendant la réalisation de l'établissement définitif.

Je voudrais de surcroît indiquer à l'honorable parlementaire que, s'il est exact que, sur le plan économique, le département de Seine-et-Oise occupe une place importante, voire privilégiée, il est exact aussi que sa situation et son progrès technique font que l'indice de scolarisation des fils d'agriculteurs y est très largement supérieur à ce qu'il est dans les autres départements de France.

Si bien que, parmi les critères à retenir, le critère économique doit faire place au critère de scolarisation antérieur, au critère social.

J'assure l'auteur de la question que le département de Seine-et-Oise n'est pas et ne sera pas oublié dans l'ensemble de nos projets.

M. le président. La parole est à M. Boscher.

M. Michel Boscher. Monsieur le ministre, je vous remercie des précisions que vous avez bien voulu apporter. Je vous dirai très franchement qu'en ce qui concerne l'énumération que vous avez faite, ce projet m'était familier, car il y a longtemps qu'on en parle. C'est pourquoi j'ai posé la question qui me préoccupe aujourd'hui.

Vous avez rappelé, en effet, monsieur le ministre — et je vous en remercie — que le progrès technique de la Seine-et-Oise en matière agricole est largement reconnu. Cela est vrai. J'ajouterai même — c'est à l'honneur du département — que les structures n'y causent pas trop de soucis, étant largement rationnelles.

Ce sont bien plutôt les problèmes de cumul qui nous préoccupent que les problèmes de regroupement d'exploitations. Il n'en reste pas moins que, dans ce département qui est fortement urbanisé, il y a 5.800 exploitations de polyculture qui fonctionnent actuellement.

La situation de l'enseignement prouve que l'indice de fréquentation s'applique aux enfants d'agriculteurs qui fréquentent des établissements scolaires traditionnels, si je puis dire, et non pas des établissements scolaires spécialisés agricoles; pour la bonne raison qu'il en existe fort peu.

Cette situation est dans l'ensemble assez médiocre. En effet, il ne fonctionne actuellement que l'école d'agriculture d'hiver de la Minière, qui ne comporte — je le rappelle — que quinze places d'internes et à Versailles, sur le plan de l'enseignement ménager agricole, le petit établissement dit de la rue du Refuge, qui compte trente-cinq places.

Je sais que le lycée de Saint-Germain-la-Jonction est en construction depuis le mois d'octobre dernier. Mais cette construction n'est pas exempte de difficultés car je crois savoir que l'entreprise chargée du gros œuvre a fait faillite. Mais nous espérons reprendre la question et lorsque ce lycée fonctionnera il abritera cent quatre-vingt-huit internes.

Reprenant à mon tour l'ordre de priorité des projets que vous avez indiqués, monsieur le ministre, je rappelle le problème posé par le collège agricole féminin prévu par votre circulaire de décembre 1962. Des lenteurs se sont produites du fait des difficultés rencontrées pour trouver un terrain libre. Il conviendrait peut-être de revoir, dans un cas semblable, les estimations faites par les domaines qui, souvent, étant anormalement basses, freinent dangereusement les possibilités d'acquisition de terrains.

M. le ministre a fait état de l'implantation d'un collège à proximité de Saint-Nom-la-Bretèche, mais ce projet a été abandonné, je vous en informe, monsieur le ministre, parce que le terrain n'est pas à vendre. Depuis lors, un nouveau terrain a été trouvé près de Grignon. Je vous pose une question précise à cet égard : les crédits pour la construction de ce collège agricole féminin qui a ainsi priorité, vous l'avez dit, seront-ils disponibles au titre des crédits de rattrapage de 1965 ?

Ce point est très important car, en fait, l'achèvement de ce collège constituera le point de départ d'une réorganisation

possible de l'enseignement agricole dans le département. En effet, ce collège de Grignon libérerait les locaux de la rue de la Minière qui pourraient recevoir un centre de formation professionnelle agricole et les locaux de la rue du Refuge recevraient à leur tour les classes de la rue de la Minière.

Ce mouvement tournant est en quelque sorte fonction de la construction et de l'achèvement du collège féminin de Grignon.

Mais, monsieur le ministre, vous avez également indiqué — et j'y reviens — que le plan d'équipement du département faisait état de deux collèges masculins ou d'un lycée. Je reconnais avec vous que le comité départemental de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles a demandé, en février 1963, la construction d'un lycée à la place des deux collèges masculins. La localisation de ce lycée se ferait près d'Etampes, ce qui est normal car Etampes est le centre d'une région de grande culture céréalière et betteravière.

Mais un problème se pose alors que je signale à votre attention. C'est le problème de la ferme qui doit aller de pair avec le lycée. Or, cette ferme, dont il est indispensable que le département fasse l'acquisition pour permettre les exercices pratiques des futurs élèves, entraînera une mise de fonds extrêmement importante, car depuis que nous examinons les problèmes d'enseignement agricole, les prix des terres dans la région considérée n'ont cessé d'augmenter, quelquefois très rapidement.

Il n'est pas rare maintenant que dans la région étampoise les terres de qualité se vendent de 15.000 à 18.000 francs l'hectare. Si le département doit prendre seul en charge l'achat de la ferme, que l'on peut appeler expérimentale, et qui doit aller de pair avec le lycée, il devra engager une mise de fonds considérable.

Je me demande si le département de Seine-et-Oise est en mesure de prendre la totalité de ces frais à sa charge, sans l'aide de l'Etat.

Sur ce même point, l'urgence de ce second lycée paraît d'autant plus évidente que le département de Seine-et-Oise risque de se trouver partagé en deux ou trois départements dans un proche avenir. Il va de soi que les constructions qui seront édifiées à Grignon ne pourront desservir la partie Sud du département, qui appartiendra à un département différent.

D'où l'urgence d'une construction de ce genre dans la région d'Etampes. Avez-vous pensé, là aussi, à hâter le déblocage des crédits pour ce projet qui est inscrit à votre plan d'équipement sans fixation de date ?

Est-il possible d'envisager, par une certaine faveur ministérielle, compte tenu des circonstances que j'évoquais à l'instinct, un déblocage de crédits pour ce second lycée, celui d'Etampes, dans un très proche avenir ?

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. Concernant les difficultés qu'aurait le département de Seine-et-Oise à financer l'achat d'une ferme, je demande à M. Boscher de méditer sur le rapport de richesse qui peut exister entre le département de Seine-et-Oise et celui de la Lozère ou des Basses-Alpes. Si cette analyse était faite, elle m'amènerait à accabler un peu plus le département que représente M. Boscher et à demander à la Seine-et-Oise — ce que je ne ferai pas — de financer elle-même le lycée en question. (Applaudissements et sourires sur divers bancs.)

En ce qui concerne l'avenir des implantations — dans la mesure où celui-ci est commandé par la division de la Seine-et-Oise en départements nouveaux — je dois avouer à ma courte honte que je ne me suis point encore reconverti n'ayant pas encore, sur la réforme en cause, toutes les lumières nécessaires. Je ne les aurai d'ailleurs que lorsque les textes seront effectivement publiés.

Il y a là une dimension nouvelle dans nos prévisions et je m'engage à en tenir compte ainsi que vous me le suggérez.

De la même façon, compte tenu de l'effet que pourrait avoir la construction rapide d'un collège qui libérerait d'autres locaux et permettrait une réorganisation, je me servirai de cet argument pour hâter les opérations puisque l'ensemble du dispositif concernant l'enseignement agricole s'en trouverait favorisé en Seine-et-Oise.

ALLOCATIONS LOGEMENT DES EXPLOITANTS AGRICOLES

M. le président. Mme Ploux demande à M. le ministre de l'agriculture s'il ne lui paraît pas possible d'aligner le barème des allocations logement des exploitants agricoles sur celui des autres catégories de salariés. En effet, alors qu'il est pro-

blement reconnu que le revenu moyen des agriculteurs est plus faible que celui des autres travailleurs, il paraîtrait opportun de faire cesser cette discrimination. En fait, cette différence de barème d'application ne doit pas, au total, représenter une économie importante mais, par contre, elle est ressentie comme une injustice par ceux qui en sont victimes.

La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture. Je tiens tout d'abord à préciser que le barème auquel se réfère l'auteur de la question résulte de dispositions impératives de la réglementation en matière d'allocations de logement.

Le décret du 30 juin 1961 prévoit à cet égard dans son article 17 dont je cite les propres termes que « les allocations de logement servies aux non-salariés sont réduites dans le rapport des prestations familiales servies aux salariés bénéficiaires de l'allocation de salaire unique, non compris la majoration des allocations familiales prévue par l'article L 532 du code de la sécurité sociale, à celles versées aux intéressés sur la base des dispositions en vigueur au 1^{er} juillet de chaque année. »

J'ajoute que les taux de l'allocation de logement applicables aux allocataires non salariés s'obtiennent en multipliant les taux fixés pour les salariés par le rapport du montant des prestations « non-salariés » à celui des prestations « salariés ».

J'observe de surcroît que ce rapport est en fait plus favorable — ou moins défavorable — pour les exploitants agricoles que pour les autres travailleurs indépendants puisque, depuis le 1^{er} janvier dernier, l'allocation de la mère au foyer prévue pour ces exploitants a été partiellement alignée sur l'allocation de salaire unique.

M. le président. La parole est à Mme Ploux.

Mme Suzanne Ploux. Monsieur le ministre, il est certain que l'allocation logement perçue par les exploitants agricoles subit, comme toutes les prestations familiales, la même réduction que celle qui est consentie pour les travailleurs salariés ou non salariés.

Depuis plusieurs années, vous avez montré votre souci d'aligner les prestations perçues par le monde de l'agriculture sur celles qui sont perçues par le monde salarié. Vous n'ignorez pas, non plus, l'état lamentable de l'habitat rural en France et vous savez combien toutes les mesures tendant à favoriser des constructions neuves destinées aux exploitants agricoles, fermiers ou propriétaires, seraient les bienvenues.

C'est pourquoi l'alignement de l'allocation logement perçue par les exploitants agricoles sur celle qui est perçue par les non-salariés, serait souhaitable. En considération du changement récent du taux du salaire unique et des prestations, le montant de cette allocation logement pourrait même devenir comparable.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. J'indique simplement à Mme Ploux que je lui donne mon accord sur le caractère souhaitable dudit alignement. Reste à savoir s'il est possible !

M. le président. Nous le souhaitons.

Mme Suzanne Ploux. Je vous remercie, monsieur le ministre.

ASSURANCES SOCIALES DES BOUILLEURS DE CRU AMBULANTS

M. le président. M. Briot attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le fait que, depuis le début de l'année 1963, la caisse d'allocations familiales et d'assurances sociales agricoles de la Côte-d'Or ne recouvre plus les cotisations des bouilleurs de cru ambulants et que l'inspection de la caisse d'allocations familiales du régime général les sollicite d'adhérer à ladite caisse, motif pris qu'en vertu d'un arrêté du Conseil d'Etat, les distillateurs ambulants ne sont pas des artisans ruraux et, de ce fait, ne peuvent pas être affiliés au régime agricole. Il lui rappelle : d'une part, que de nombreuses décisions de justice et, notamment, des commissions régionales d'appel de la sécurité sociale, ont reconnu aux bouilleurs de cru ambulants la qualification d'artisan rural et débouté les caisses du régime général de leur prétention à les affilier audit régime général ; d'autre part, que l'article 1106-1 (5^e) du code rural n'exclut du régime agricole que deux catégories de chef d'exploitation agricole : les exploitants forestiers négociants en bois, affiliés à l'organisation autonome d'allocations vieillesse des professions industrielles et commerciales ; les personnes qui exercent, à titre principal, une activité professionnelle non salariée ne comportant pas le bénéfice d'un régime obligatoire d'assurance maladie. Aucune disposition législative n'ayant abrogé ce texte, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour rétablir dans leurs droits

les bouilleurs de cru ambulants et pour que leur affiliation au régime agricole ne soit plus remise en question.

La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture. Les difficultés concernant la détermination du régime de sécurité sociale des bouilleurs ou distillateurs ambulants paraissent actuellement résolues sur le plan des principes.

Ces travailleurs doivent être affiliés au régime agricole de protection sociale en tant qu'artisans ruraux. Dans trois arrêts rendus le 13 juillet 1961, la Cour de Cassation, modifiant sa jurisprudence, a reconnu, en effet, le caractère agricole de l'activité artisanale de cidrier-distillateur exercée pour le compte d'agriculteurs récoltants.

Des instructions ont été données dans le même sens à l'union des caisses centrales de mutualité agricole par lettre du 6 décembre 1962. En application des articles 1024 et 1060 du code rural qui visent expressément les artisans ruraux, les bouilleurs et distillateurs ambulants doivent adhérer pour eux-mêmes aux caisses de mutualité sociale agricoles en ce qui concerne les prestations familiales et leurs salariés relèvent de ces organismes pour les prestations familiales et les assurances sociales.

Mais en matière d'assurance vieillesse, les artisans ruraux ne bénéficient pas du régime agricole en vertu de l'article 1107 du même code. Ils appartiennent au régime autonome d'allocation de vieillesse des professions artisanales. De même, ils ne figurent pas au nombre des professions énumérées à l'article 1106-1 du code rural fixant le champ d'application du régime obligatoire d'assurance maladie, maternité et invalidité des exploitants agricoles. En effet, ce texte vise les chefs d'exploitation ou d'entreprises cités aux 1^{er}, 4^e et 6^e de l'article 1060, et les artisans ruraux sont désignés au 3^e de cet article. Cependant, aux termes de l'article 1049 du même code, ils ont la possibilité de contracter une assurance facultative contre les risques maladie, maternité et décès, auprès des caisses de mutualité sociale agricole.

M. l'inspecteur des lois sociales en agriculture de la Côte-d'Or a été avisé des observations formulées en ce qui concerne son département ou le département voisin et des instructions lui ont été données en vue du rétablissement des situations.

J'ai été informé que les mesures nécessaires viennent d'être prises.

M. le président. La parole est à M. Briot.

M. Louis Briot. Permettez-moi tout d'abord, monsieur le ministre, de vous remercier de la réponse que vous venez de me faire. Je prends note qu'ordre a été donné à la caisse agricole de la Côte-d'Or d'appliquer les décisions que vous lui avez notifiées.

Je comprends très bien le cas de l'assurance vieillesse. Il s'agit là d'un régime spécial.

Mais je profite de mon intervention pour vous dire que si des incidents de ce genre se produisent, c'est parce que la loi a été mal précisée et que certains textes ne sont pas adaptés. En effet, tout reste à la discrétion des fonctionnaires et ne demeure pas sous la direction du Gouvernement ; mieux encore, si l'Assemblée en avait discuté, nous n'en serions pas là.

Je rappelle que cette question écrite a été déposée le 19 juin 1963, c'est-à-dire depuis bientôt dix mois. Cela vous prouve combien elle fut difficile à régler.

A cet égard, je me suis nettement rendu compte que tous les décrets qui ont été pris à la suite du vote de cette loi, que toutes les circulaires d'administration sont faits plus pour la commodité des fonctionnaires que dans l'intérêt des usagers.

Nous avons été totalement dépossédés de notre pouvoir de législateur et, finalement, nous nous apercevons que la période de distillation — vous allez comprendre l'importance que cela peut avoir — est déterminée par des fonctionnaires qui limitent cette activité en imposant des dates et des réglementations draconiennes. Il est facile de limiter une activité lorsqu'on réglemente le travail de ceux qu'on est chargé de contrôler.

L'activité des bouilleurs ambulants étant ainsi réglementée, les dispositions prises jouent un rôle très net au point de vue fiscal comme au point de vue social qui en découle. C'est l'objet de notre discussion d'aujourd'hui.

Pourquoi ? Parce que, pour être classé dans la catégorie d'artisan rural, il faut faire moins de quarante litres d'alcool pur par jour. Or, le fait de limiter la durée oblige le distillateur à accroître le volume. Mais, immédiatement, l'administration des contributions indirectes déclare : « Pardon, vous avez dépassé vos quarante litres ! » C'est pourtant elle-même qui se trouve à l'origine de cette situation. Cela est intolérable. Dans la mesure où l'on change le régime fiscal, on modifie le régime social.

J'en arrive à penser, monsieur le ministre — ce n'est peut-être qu'une impression — qu'on dit aux intéressés : « Vous êtes en liberté surveillée ! » Eh bien ! non. On pratique l'écoeurément pour les dégoûter et octroyer le monopole à d'autres.

Voilà à quoi aboutit le pouvoir discrétionnaire qu'on a donné aux fonctionnaires chargés d'appliquer ces dispositions, alors que ni le législateur, ni le Gouvernement ne sont intervenus.

Je vous félicite de la position que vous avez prise, car elle est normale. Il est légitime aussi d'avoir adressé des instructions à M. l'inspecteur des lois sociales en agriculture de la Côte-d'Or. Mais vous pourriez dire aussi à votre collègue des finances, qui ne m'a jamais répondu sur ce point, combien il est important que l'administration des contributions indites ne pèse pas sur la durée d'activité, à seule fin qu'on ne retrouve pas les intéressés de l'autre côté de la barrière, puisqu'ils auront dépassé d'un litre leur contingent. Cela a, en effet, pour résultat de les classer dans la catégorie supérieure, la catégorie industrielle. Voilà le résultat.

Lorsqu'à plusieurs reprises — et notamment l'année dernière au cours de l'examen du collectif budgétaire par le Sénat — le Gouvernement s'était engagé à présenter les ordonnances à la ratification du Parlement, il désirait simplement permettre aux parlementaires que nous sommes d'apporter les aménagements et les améliorations qui n'entraînent pas le privilège que l'on entend accorder ; ce privilège n'en est d'ailleurs pas un, puisqu'il s'agit du droit de propriété et si chacun se soumet à la loi, à son application et à son respect, ce n'est pas pour que ceux qui ne sont pas responsables devant l'opinion assument la rédaction de ces textes.

Tel était, monsieur le ministre, l'objet de mon propos. C'est pourquoi je m'élève contre la méthode qui consiste à utiliser des artifices de procédure en violation de la loi pour nous priver de notre droit et de notre devoir de parlementaire d'apporter les aménagements que l'opinion attend.

Je préférerais que de tels aménagements fussent apportés plutôt que d'assister, avec mes collègues, à des récriminations toujours justifiées et contre lesquelles nous ne pouvons rien puisque nous n'avons pas le droit de modifier les textes.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. Je veux indiquer à M. Briot que c'est toujours avec beaucoup de joie que je viens assister aux séances consacrées aux questions orales, précisément parce que les questions orales, avec ou sans débat, ont pour objet, me semble-t-il, d'engager une discussion sur des textes administratifs auxquels le législateur n'est pas directement associé au stade de l'élaboration, mais dont il connaît les vices et les insuffisances lors de l'application.

La question orale avec ou sans débat constitue un système sinon de contrôle, du moins d'orientation de l'action administrative quotidienne.

Je tiendrai compte de vos observations, monsieur Briot, comme je l'ai déjà fait avant même de répondre à votre question et j'ose espérer que je serai mieux écouté que vous du ministre des finances.

M. Louis Briot. Je vous remercie, monsieur le ministre.

ASSURANCE VIEILLESSE AGRICOLE

M. le président. M. Christian Bonnet expose à M. le ministre de l'agriculture que les différents textes qui régissent l'assurance vieillesse agricole, indépendamment des inconvénients d'ordre psychologique qu'entraîne l'existence de diverses catégories de prestations, ont atteint un degré de complexité tel qu'une tâche d'harmonisation et de simplification s'impose. Il lui demande si des études ont déjà été amorcées en ce sens par son département et, dans l'affirmative, dans quel délai il est raisonnable d'escompter leur conclusion.

La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture. Le Gouvernement est parfaitement conscient de la nécessité de procéder à l'harmonisation et à la simplification de la réglementation concernant les avantages de vieillesse attribués aux exploitants agricoles.

Cette simplification doit porter à la fois sur les conditions d'attribution de ces avantages et sur l'aménagement des diverses prestations de vieillesse.

Sur le premier point, j'indique que le décret du 6 septembre 1963 a eu notamment pour effet de simplifier les conditions d'attribution de l'allocation vieillesse du fonds national de solidarité.

D'autre part, un récent décret du 1^{er} avril 1964, publié au *Journal officiel* du 7 avril, a unifié les modalités d'appréciation des ressources pour les demandeurs d'une allocation vieillesse agricole et de l'allocation complémentaire agricole. Cette unification constitue, pour les agriculteurs, une simplification fort appréciable.

Enfin, mes services étudient, en liaison avec les organismes de mutualité sociale agricole, les conditions dans lesquelles il pourrait être procédé à un aménagement de la législation d'assurance vieillesse agricole dont je reconnais qu'elle est fort complexe. Le résultat de ces études sera examiné en liaison avec le ministère du travail et le ministère des finances.

J'ajoute qu'il m'est arrivé, au cours des dernières semaines, de mesurer mieux que je ne l'avais fait jusqu'à présent la distance qui sépare parfois, et même souvent, le texte original — loi ou décret — du maquis insondable des circulaires et documents d'application. Il m'est venu à l'esprit — mais la chose est-elle possible ? — de créer sur tel ou tel point, sans les mettre systématiquement en place, des organismes auxquels seraient associés les usagers, afin que ces derniers puissent dire ce qu'ils comprennent de ce langage très abscons que les fonctionnaires ont l'habitude d'utiliser. Etant moi-même assujéti, il m'est arrivé aussi de recevoir un papier émanant de mon administration en vertu d'un texte que j'avais moi-même élaboré et signé. A ma honte, je dois dire que je ne l'ai pas compris et que j'ai dû me le faire expliquer par des fonctionnaires de rang moyen qui, du décret, avaient sorti la circulaire.

M. le président. La parole est à M. Christian Bonnet.

M. Christian Bonnet. Je vous remercie, monsieur le ministre, de la réponse que vous voulez bien me faire. Je vous remercie aussi d'avoir usé de votre autorité pour que soit publié ce décret du 1^{er} avril qui permet enfin d'harmoniser les bases d'appréciation des ressources des personnes âgées, bases dont la disparité suivant les régimes était tout à la fois choquante et génératrice de complications.

Mais pour aller plus avant dans le sens de la simplification, des mesures sont encore nécessaires. Si certaines ne sont pas d'une application possible dans l'immédiat, il en est deux, en revanche, qui, concrètement, paraissent pouvoir être prises sans inconvénient et présenter au contraire un certain nombre d'avantages.

La première mesure consiste dans la réduction de 16 à 4 du nombre des classes des cotisations d'assurance vieillesse des exploitants agricoles. Le régime artisanal compte six barèmes, le régime industriel quatre barèmes ; il semble que quatre ou au maximum six catégories au lieu des seize actuelles seraient suffisantes pour couvrir l'éventail des situations des exploitations agricoles.

La seconde simplification est directement issue des décisions de juillet dernier d'après lesquelles à partir de janvier 1964 aucun assuré ne peut recevoir une allocation de base inférieure à 900 francs par an. Or, en 1961, à la suite de certaine « table ronde », il avait été créé une allocation dite complémentaire de 450 francs par an. L'allocation dite de base des exploitants agricoles étant aujourd'hui de 450 francs, mais cette allocation ne devant pas être inférieure à 900 francs par an depuis le 1^{er} janvier dernier, ne pourrait-on pas, de ces deux allocations, n'en faire qu'une seule en incorporant l'allocation complémentaire à l'allocation de base, ce qui porterait l'ensemble à 900 francs ?

Cette compression aurait l'avantage d'éviter une confusion qui se crée dans les esprits ainsi que dans la terminologie des administrateurs entre l'allocation complémentaire et l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité.

Le régime d'assurance vieillesse agricole issu des textes de 1952 et 1955 n'est certes pas encore parvenu à son point de développement optimum et c'est seulement vers les années 1980 que les exploitants agricoles percevront à plein leurs pensions de vieillesse. Les mesures d'aménagement supposent une période intermédiaire qui est, pour une part, à l'origine de la complexité que je déplorais quand j'ai posé cette question. Il reste que nous devons tendre systématiquement vers la simplification, car le maquis des textes actuels présente de nombreux inconvénients ; il engendre, tout d'abord, la lourdeur de l'appareil administratif. Il pénalise ensuite les assurés en retardant la liquidation de leurs pensions et certains d'entre eux n'ont pas les moyens d'attendre le paiement de leur dû six mois, quand ce n'est pas davantage. Enfin, il crée chez l'administré souvent de la méfiance et parfois du découragement.

Nul pays n'a un système d'aide à la vieillesse aussi disparate que le nôtre tant dans le financement que dans la quotité des retraites allouées. Le souci français de la distinction des cas, le souci du respect de la notion sacro-sainte des droits acquis est tel qu'au pays de l'égalité on en vient à l'absurde.

La simplification, monsieur le ministre, sur les avantages de laquelle j'ai tenu à attirer votre attention, va dans le sens des préoccupations du rapport Laroque. Vous le savez mieux que quiconque; si bien que je veux espérer que vos services et vous-même vous en inspirerez.

Mais je ne voudrais pas terminer cette brève intervention sans avoir rappelé, au moment où il est question d'austérité pour le budget de 1965, l'extrême modicité de certains de ces avantages vieillissants qui sont consentis à de vieux exploitants et sans vous avoir rappelé que la condition qui est faite aux personnes âgées a été de tout temps considérée comme la marque de la valeur morale d'une civilisation.

Je veux donc croire que dans le moment où il est question d'austérité pour le projet de budget de 1965 l'exception pour les personnes âgées et singulièrement celles du régime agricole confirmera la règle qui paraît devoir s'établir.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. Sur le dernier point, je dirai à M. Christian Bonnet que je ne sais pas encore ce qui pourra être fait dans le budget dans le sens qu'il souhaite et que souhaite le Gouvernement, puisque, aussi bien, ce dernier a, au cours de l'année passée, manifesté par diverses mesures l'intérêt qu'il portait à l'amélioration de la condition des personnes âgées.

En ce qui concerne le point précédent de son intervention, je veux remercier M. Christian Bonnet de l'analyse qu'il a faite et lui dire que, dans l'ensemble, les suggestions qu'il a présentées correspondent tout à fait à mon sentiment et que, dès lors, je vais engager les procédures qui permettront d'aboutir à des simplifications de cette nature.

FINANCEMENT DES BARRAGES DE PROTECTION

M. le président. M. Poudevigne expose à M. le ministre de l'agriculture la situation catastrophique des riverains du Vidourle, du Gardon et de la Cèze, sinistrés de plus en plus fréquemment par les crues de ces trois rivières. Les dégâts occasionnés étant nettement supérieurs à la valeur des investissements nécessaires pour la construction des barrages de retenue, indispensables pour l'écrêtement de ces crues, il lui demande s'il ne pourrait revoir sa position de principe quant à l'octroi de la subvention de 30 p. 100 par le ministère de l'agriculture, pour la mise en chantier d'un barrage toutes les deux années. Le financement du premier de ces ouvrages, celui de Sainte-Cécile-d'Andorge sur le Gardon d'Alès ayant été approuvé, le 5 décembre 1963, par le conseil supérieur du génie rural et de l'hydraulique agricole, il serait indispensable que le second ouvrage de Ceyrac, sur le Rieumassel, affluent du Vidourle, soit financé dès 1964, la mise au point définitive de ce projet étant prévue pour la fin de l'année 1963.

La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. J'ai eu l'honneur de faire connaître à l'honorable parlementaire, par lettre en date du 15 novembre 1963, les décisions de principe que j'avais prises en ce qui concerne mon département ministériel quant au rythme de financement du programme de barrages de retenue sur les cours d'eau cévenols dont le ministère des travaux publics assure le contrôle, les subventions prévues sur le budget du ministère de l'agriculture, à raison de 30 p. 100 du montant des travaux, devant être accordées au fur et à mesure de la mise en chantier, tous les deux ou trois ans, de chaque ouvrage.

La décision de financement intéressant le premier de ces barrages, celui de Sainte-Cécile-d'Andorge sur le Gardon d'Alès, a été prise le 25 février 1964 dès la levée des mesures de blocage de crédits d'investissement imposées à titre provisoire à tous les départements ministériels.

En ce qui concerne le financement, dès 1964 au lieu de 1965 ou 1966, du barrage de Ceyrac, sur le Rieumassel, affluent du Vidourle, ma position de principe ne paraît pas susceptible d'être révisée, à moins qu'en fonction des décisions d'ordre financier que pourraient être amenés à prendre, d'une part, le ministère des travaux publics qui, je le répète, assure le contrôle de l'affaire et, d'autre part, le département du Gard, je ne me trouve placé devant une situation nouvelle.

M. le président. La parole est à M. Poudevigne.

M. Jean Poudevigne. Mes premiers mots, monsieur le ministre, seront de remerciement.

Je vous remercie d'abord d'avoir bien voulu accepter de répondre aujourd'hui à cette question, car je l'avais déposée récemment; ensuite, de nous avoir tendu une perche que vous me permettrez de saisir.

En effet, vous connaissez parfaitement la question. Elle a été exposée dans une réponse de votre collègue M. le ministre des travaux publics qui est responsable de neuf barrages sur les onze prévus. La question d'aujourd'hui n'a trait qu'à un problème sordide de financement.

S'agissant du barrage de Sainte-Cécile-d'Andorge, dont vous venez de nous confirmer qu'il avait été financé récemment par votre département, je me permettrai de vous rappeler que, s'il en est ainsi, c'est qu'en fait votre administration n'a pas suivi, car ce barrage avait été financé par le ministère des travaux publics dès le 25 mars 1963, et c'est parce que le ministère de l'agriculture n'a sans doute pas pu prendre assez tôt sa décision, que l'opération est tombée sous le coup du blocage de crédits, si bien que le financement n'est intervenu que le 25 février 1964. Quoi qu'il en soit, je vous remercie de ce premier geste.

Quant au second projet de barrage, celui de Ceyrac, situé sur un affluent du Vidourle, je confirme qu'il est techniquement au point car, après des modifications sollicitées par les techniciens — à l'origine, on avait prévu un barrage route, ensuite on s'est rallié, pour des raisons techniques, à un barrage voie — il a été approuvé par une décision de M. le ministre des travaux publics en date du 10 décembre 1963 et celui-ci a, par une décision du 30 janvier 1964, accordé au département du Gard, pour l'exécution des travaux évalués à quelque 6.350.000 francs, une subvention de 30 p. 100 s'élevant à 1.905.000 francs. Le conseil général du Gard a pris les devants, car, dès 1962, bien avant que les programmes soient techniquement au point, il avait voté les centimes de garantie concernant la dépense.

Par conséquent, monsieur le ministre, puisque ce projet de barrage de Ceyrac est techniquement au point et que les enquêtes parcellaires sont déjà lancées, on n'attend plus que votre décision pour passer à l'exécution, le ministère des travaux publics ayant déjà accordé sa subvention et le département du Gard étant prêt, financièrement, à faire face à la dépense.

Dans ces conditions, je pense que vous ne resterez pas sourd aux sollicitations des riverains du Vidourle. Nous venons de vivre une période particulièrement pluvieuse dans le Midi. Par deux fois, ces dernières semaines, la sonnette d'alarme a retenti à Sommières et je vous assure que sans même parler des problèmes strictement agricoles concernant la protection des terres cultivées, qui est de votre compétence, c'est la protection des lieux habités, des commerçants, de tous les habitants et des riverains qui est en cause. Ces derniers sont, plus fréquemment que par le passé, dérangés la nuit et je suis convaincu que les dommages occasionnés par les inondations sont nettement supérieurs aux investissements que nous sollicitons.

M. l'ingénieur en chef des ponts et chaussées a remis au conseil général du Gard une note où il ressort que, pour les deux barrages dont je viens de parler, la rentabilité serait de 12 p. 100. Ce degré de rentabilité me semble suffisant pour vous inciter à faire un geste.

M. Christian Bonnet a dit il y a un instant que la valeur des civilisations se mesurait à la place qu'elles accordaient à l'homme. J'espère que, s'agissant de ces barrages, vous voudrez bien témoigner d'un souci analogue à celui que vous avez déjà manifesté à l'égard des personnes âgées.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. J'avais posé quelques conditions à la réalisation du barrage en question. On m'assure qu'elles sont remplies. Il me faut dès lors agir: je le ferai.

ÉLEVAGE BOVIN

M. le président. M. Fourmond demande à M. le ministre de l'agriculture quelles mesures il compte prendre en faveur de l'élevage français — élevage bovin en particulier — pour éviter que disparaissent les souches qui assurent la pureté des races, et sauvegarder ainsi les possibilités de sélection.

La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. Les préoccupations manifestées par M. Fourmond sont partagées par moi-même et par mon administration, en ce qui concerne plus particulièrement, mais pas exclusivement, l'espèce bovine.

Il est, en effet, exact que la généralisation du croisement industriel, dont la pratique est grandement facilitée par le recours à l'insémination artificielle, a souvent pour conséquence de faire disparaître des étables les femelles de race bovine bien définie.

J'ai demandé au comité provisoire consultatif de l'élevage d'étudier ce problème et de suggérer les solutions susceptibles de limiter les conséquences d'une méthode qui offre par ailleurs

des avantages considérables en ce qui concerne la production de bêtes de boucherie de qualité.

Dans le même temps, j'ai invité le même comité à prévoir la création de groupements de producteurs spécialisés dans l'élevage de reproducteurs appartenant à des races figurant au registre catalogue des livres généalogiques et présentant un intérêt économique certain.

Par l'entremise de tels groupements, je me propose de procurer aux éleveurs l'aide technique et financière indispensable à la production d'animaux sélectionnés, voire de service, ayant les qualités requises pour assurer le remplacement des femelles consacrées au croisement industriel.

Enfin, selon mes instructions, mes services ont établi un avant-projet de loi qui a pour objet de me donner les moyens d'encourager les actions visant à l'amélioration du cheptel et à protéger le travail des sélectionneurs.

Ce projet sera soumis à la procédure normale d'approbation, lorsque les discussions que j'ai engagées avec la profession seront achevées.

Ainsi donc, à la fois dans l'ordre de la définition, dans l'ordre de la mise en place des organismes de gestion des races et dans l'ordre même des moyens juridiques dont j'ai besoin, l'action que suggère l'honorable parlementaire est effectivement engagée.

M. le président. La parole est à M. Fourmond.

M. Louis Fourmond. Monsieur le ministre, je vous remercie de votre réponse qui m'apporte une garantie quant aux principes et, je l'espère aussi pour l'avenir, quant à l'application.

Et je suis certain que vous regrettez avec moi, monsieur le ministre, que la question du lait ne soit pas venue aujourd'hui en discussion. Mais puisque vous êtes fidèle au rendez-vous fixé pour traiter du problème de la viande, j'espère que vous serez fidèle aussi au rendez-vous que nous prendrons pour traiter celui du lait, car dans mon esprit ces problèmes sont liés.

Le sujet que j'évoque aujourd'hui est certes très délicat et important et je n'ai nullement l'intention de vous attribuer la responsabilité de la situation actuelle.

Avant de développer le fond de la question que j'ai posée sur la protection de l'élevage, je me permettrait d'effectuer un tour d'horizon de la production animale chez nos partenaires du Marché commun, en particulier en ce qui concerne la production de la viande bovine, le problème étant lié à la sélection.

Actuellement, la presse professionnelle, et d'une façon générale la grande presse quotidienne, traitent du problème de cette production sous des titres évocateurs tels que : « Le drame des races bovines françaises », « La carte de la viande est-elle pour demain ? » Ou encore. « Bœuf rare, beefsteack cher ».

C'est pourquoi, pour bien situer ce problème, il faut savoir ce qui se passe chez nos voisins.

L'Allemagne a une production actuelle de 911.000 tonnes de carcasses de viande bovine pour un cheptel de 13.500.000 têtes dont 5.910.000 vaches laitières, ce qui représente à l'hectare 0,85 unité.

Compte tenu de l'augmentation du pouvoir d'achat et de la situation démographique, et malgré l'effort extraordinaire des pouvoirs publics allemands pour augmenter la production de la viande — objectif largement atteint — le déficit de la production pour les années à venir a été évalué à 150.000 tonnes environ.

L'Italie qui a plus que doublé sa production de viande en dix ans, n'en restera pas moins largement déficitaire. En 1962, elle a produit 465.000 tonnes de viande pour un cheptel de 9.700.000 têtes dont 4.470.000 vaches laitières, ce qui représente la plus faible densité à l'hectare, 0,41, c'est là un marché aux perspectives importantes puisqu'on évalue à 300.000 tonnes le déficit en viande bovine de l'Italie dans les prochaines années.

M. le ministre de l'agriculture. 500.000 tonnes !

M. Louis Fourmond. Je vous remercie de cette précision, monsieur le ministre.

En revanche, la Belgique, où la consommation augmente parallèlement à la production, qui est actuellement de 190.000 tonnes, semble avant tout vouloir faire face à sa consommation. Elle continue à orienter son élevage vers la production de viande. Il y a actuellement certains débouchés pour la production d'animaux sélectionnés.

La Hollande, pays avant tout producteur de lait, a, ces dernières années, orienté vers la viande sa production qui atteint

actuellement plus de 200.000 tonnes pour un cheptel de 3.614.000 têtes dont 1.626.000 laitières, ce qui représente une densité de 1,41 unité à l'hectare. C'est un pays exportateur dont les produits, tant sélectionnés que de boucherie ont pesé sur les marchés européens. Se spécialisant dans la production de viandes jeunes, la Hollande, ne vend pratiquement plus de ces fameux veaux dits « crevards », mais les engraisse elle-même et va devenir un concurrent sérieux sur le marché européen.

Il faut préciser que dans les pays où l'exportation annuelle est un fait acquis, comme le Danemark, avec 260.000 tonnes, les Etats-Unis avec 5.750.000 tonnes, l'Argentine avec 5 millions 100.000 tonnes, l'augmentation est constante, là aussi.

La première conclusion qui se dégage, c'est que dans tous ces pays l'aide apportée aux éleveurs sélectionneurs est plus élevée qu'en France. Voici comment se présente le financement des organismes de sélection des élevages : en Italie, la part de financement des éleveurs est de 50 p. 100 ; au Luxembourg, elle est de 45 p. 100 ; en Belgique, de 35 p. 100 ; en Allemagne, de 33 p. 100, et en France, de 76 p. 100.

Par ailleurs, dans certains de ces pays, des maisons d'élevage, des instituts, etc., accordent à la sélection de l'élevage une aide financière importante. En Hollande, par exemple, l'autofinancement, grâce à ces différents organismes subventionnés par l'Etat, est de 100 p. 100.

En France, le marché de la viande est le secteur le plus important de l'économie française ; il se classe tout de suite après la sidérurgie, l'industrie du charbon et l'automobile. Le chiffre annuel à la production est de plus de 12 milliards de francs dont 5 milliards de viande de bœuf, soit plus de 7 milliards à la consommation.

La production des viandes en carcasses s'élevait, en 1961, à 1.224.000 tonnes et, en 1962, à 1.281.000 tonnes.

En 1963, cette production est en diminution de 2,50 p. 100 par rapport à une augmentation de consommation de 5 p. 100.

Le IV^e plan prévoyait une augmentation de production de la viande de 11 p. 100, ce qui correspond à un déficit de 13,5 p. 100.

Nous avons cependant un cheptel de plus de 20 millions de têtes dont un peu plus de la moitié en vaches laitières, c'est-à-dire 0,49 unité à l'hectare. Nous représentons, dans l'économie de la Communauté économique européenne, 40,6 p. 100 du cheptel bovin contre 26,9 p. 100 pour l'Allemagne, 19,7 p. 100 pour l'Italie et 7,9 p. 100 pour les Pays-Bas.

Nous produisons 40 kilogrammes de viande, toutes catégories, par hectare de surface agricole, contre 223 kilogrammes au Danemark.

La moitié de notre production est fournie par 25 départements dont six millions de têtes dans les seuls départements de l'Ouest, trois millions pour les six départements du Centre et un million pour les quatre départements du Nord.

Malgré tout, notre cheptel est actuellement en voie de diminution et l'amélioration qu'on était en droit d'espérer par la création des centres d'insémination ne s'est pas produite. Un trop grand nombre de ces organismes ont dû rechercher la productivité pour répondre à la concurrence plus ou moins déloyale pratiquée à leur égard. Aussi, bien qu'ils n'aient pas été créés dans un but lucratif, ils ont, plus ou moins, recherché une gestion bénéfique. Il m'apparaît nécessaire, dans ces conditions, que tous les centres soient tenus aux mêmes obligations envers leurs adhérents et les organismes à vocation technique d'élevage.

M. Raoul Beyou. Très bien !

M. Louis Fourmond. Il n'est pas rare, en effet, que des inséminateurs travaillent en partie à la tâche et soient obligés de visiter jusqu'à soixante-douze étables par jour alors qu'ils devraient prendre le temps de conseiller utilement l'éleveur en se fondant sur l'expérience que leur donnent les résultats de leurs interventions.

De plus, les croisements industriels auxquels vous avez fait allusion, monsieur le ministre, et que certains préconisent, aboutissent à ces résultats dont on ne saurait dire qu'ils sont avantageux. Je viens de le prouver par des chiffres. Ces croisements, en effet, anéantissent progressivement tout le travail de sélection qui avait été réalisé grâce à la patience des éleveurs. Ils ne profitent, sur le plan de la sélection, à aucune des races sur lesquelles on les pratique.

En effet, chaque race ayant son aire d'accommodement d'élection, en raison du climat et aussi de la valeur de la flore naturelle, c'est une erreur fondamentale que de vouloir absorber certaines d'entre elles, d'autant plus que, faute d'animaux femelles correspondants, les croisements ne pourront plus se pratiquer dans quelques années.

En outre, monsieur le ministre, si ces croisements — reconnaissables — produisaient, sans toutefois augmenter le volume total mis sur le marché, de très bonne viande, classée pour la plus grande part en catégorie extra, je puis dire, sans vouloir aborder le domaine des prix, que j'ai vu sur un foirail réputé pour la qualité des animaux qu'on y amène, que tous les animaux extra, ou presque, ne se vendaient que très difficilement, en raison de la taxation.

Enfin, dernière considération qui situe le problème de la sélection : en France, 2 p. 100 seulement du cheptel bovin est inscrit au livre généalogique. Bien entendu, à cet égard, nous sommes au dernier rang. Et de loin ! Pour pratiquer une sélection valable, c'est 6 p. 100 au moins du cheptel qui devrait être enregistré.

Pour conserver les races pures, les éleveurs italiens — qui pratiquent aussi le croisement — reçoivent de 25.000 à 30.000 lires pour un veau femelle né de père, et de mère inscrits au livre généalogique. En Italie, on a compris qu'il était important de conserver des étables de souche pure.

En France, pour un chiffre de 15 milliards de francs correspondant à la commercialisation des viandes, l'élevage figure au budget pour 27.816 francs. Sur ce crédit, 15.000 francs sont réservés à l'élevage chevalin — et j'en suis heureux — mais les autres dotations sont insuffisantes : pour les bovins, 7.848 F ; pour les ovins : 3.440 F ; pour les porcins, 604 F et pour l'aviculture, 910 F.

L'éleveur sélectionneur doit acquitter de multiples cotisations pour les livres généalogiques, le contrôle laitier, le syndicat de performance, le syndicat sanitaire, le tatouage des veaux, et j'en passe. En contrepartie, presque rien. Les éleveurs, ne se sentant pas soutenus, abandonnent la sélection. Seules, quelques grandes étables, pour différentes races, qui ont le privilège de vendre quelques animaux pour l'insémination trouvent dans l'opération une compensation. Mais ce ne sont pas ces quelques étables qui maintiendront la sélection. C'est le nombre qui fait la sélection. Voilà le but que nous devons nous proposer, sans quoi nous risquons tous les inconvénients de la consanguinité.

On a prétendu qu'il y avait trop de races en France. Toutes proportions gardées, il n'y en a pas plus que dans les autres pays du Marché commun, et surtout beaucoup moins que dans les autres pays qui ont demandé à entrer dans ce marché, tels que, par exemple, la Grèce et l'Espagne.

Dans le cadre du Marché commun, nous allons donc devoir faire face à un déficit représentant plus de 500.000 tonnes. Si l'on tient compte des pays voisins dont le pouvoir d'achat augmente, ce chiffre atteindra, pour les années 1967 et 1968, près de 800.000 tonnes.

Nous avons quelques années pour prendre place sur le marché. Il ne faut pas, je pense, laisser passer notre chance.

Il faut donc, monsieur le ministre, bien que vous ne puissiez répartir ce que vous recevez, aider les éleveurs sélectionneurs soit par une prime à l'élevage pour les étables de souche, soit par tout autre moyen.

Il faut aussi garantir nos races en vue de la libre circulation à l'intérieur du Marché commun et, à cet égard, prévoir un statut garantissant la sélection. Déjà, en effet, dans certaines régions, où l'on voyait, dans les pâturages, paître des animaux de grande race, qui faisaient la richesse du pays, on peut observer des animaux sans race.

De toutes les productions agricoles, c'est, sans conteste, l'élevage qui requiert le plus de connaissances particulières. Le développement des maisons d'élevage est une bonne formule mais, malheureusement, on ne l'aide pas assez financièrement.

En matière d'élevage — et ce sera ma conclusion — le lait, la viande et la sélection sont liés : on ne fait pas d'économie sans zootechnie.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. A propos de ces questions orales, M. Fourmond s'est livré à des variations sur deux thèmes croisés, le premier étant celui de l'élevage et le second celui de la production de viande.

Je serais, quant à moi, ravi d'avoir l'occasion de participer, dans cette Assemblée, à un débat au fond sur les problèmes de la production de la viande et du marché de la viande et je serais également ravi d'avoir sur ce point à répondre, devant une assistance nombreuse...

M. Raoul Bayou. Celle d'aujourd'hui est de qualité, monsieur le ministre !

M. le ministre de l'agriculture. ... à des questions qui me seraient posées.

Sur l'élevage, j'indiquerai simplement que les considérations auxquelles s'est livré M. Fourmond rejoignent assez rigoureusement les nôtres propres et je dois dire que je regrette, quant à moi, que l'élevage et la sélection n'aient pas pris, en France, la place qu'ils devraient occuper.

N'est-il pas frappant, par exemple — sur un autre plan concernant néanmoins ce problème — que nous n'ayons pas, en France, d'école nationale de zootechnie et que la querelle reste ouverte entre vétérinaires et non-vétérinaires pour savoir qui est responsable de l'élevage et qu'il faille encore discuter à ce sujet avec les spécialistes pour tenter d'arriver à un accord satisfaisant sur ce point, chacun prétendant qu'il est seul compétent ?

Je précise tout cela simplement pour indiquer à M. Fourmond, comme je l'avais fait d'ailleurs dans la première réponse que je lui ai donnée, que ces problèmes nous sont très directement posés et que nous nous y consacrons particulièrement.

Je dirai, en terminant, que la suggestion relative à l'attribution de primes aux bêtes nées de père et de mère inscrits à un arbre généalogique, me paraît sans doute, sur le problème précis posé à l'origine, la voie dans laquelle il faut s'engager.

M. Louis Fourmond. Je vous remercie, monsieur le ministre.

— 2 —

DEPOT D'UN RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de M. Bousseau un rapport, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles (n° 721).

Le rapport sera imprimé sous le n° 819 et distribué.

— 3 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Mardi 14 avril, à seize heures, séance publique :

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les articles 442 et 577 nouveaux du code de commerce concernant la procédure de la faillite et du règlement judiciaire et la résolution du concordat. (N° 206 ; rapport n° 744 de M. Baudouin, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.)

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le deuxième alinéa de l'article 458 du code de commerce (n° 208 ; rapport n° 688 de M. Baudouin, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.)

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, complétant l'article 775 du code de procédure pénale (n° 583 ; rapport n° 662, de M. Delachenal, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.)

Discussion de la proposition de loi n° 518 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 2102-3° du code civil concernant les créances privilégiées sur certains meubles. (Rapport n° 793 de M. Hoguet, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.)

La séance est levée.

(La séance est levée à seize heures trente minutes.)

Le Chef du service de la sténographie
de l'Assemblée nationale,
RENÉ MASSON.

Nominations de rapporteurs.

COMMISSION DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DU PLAN

M. Louis Vallon a été nommé rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention signée à Paris le 21 juin 1963 entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions (n° 812).

M. Rivain a été nommé rapporteur pour avis du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles (n° 721), dont l'examen au fond a été renvoyé à la commission de la production et des échanges.

COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LEGISLATION
ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE

M. de Grailly a été nommé rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention du Conseil de l'Europe sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités, signée à Strasbourg le 6 mai 1963 (n° 714).

M. Fanton a été nommé rapporteur du projet de loi portant modification de l'article 34 du code électoral relatif à l'inscription sur les listes électorales en dehors des périodes de révision (n° 719).

M. Coste-Floret a été nommé rapporteur de la proposition de loi organique de M. Dejean et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (n° 726).

M. Lavigne a été nommé rapporteur de la proposition de loi de MM. de Grailly, Fanton et Sanson tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement (n° 729).

M. Delachenal a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Delachenal tendant à modifier l'article 1723 du code civil (n° 730).

M. Delachenal a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Delachenal tendant à proroger les mesures de protection prévues en matière de loyers, en faveur des personnels civils et militaires appelés à servir hors du territoire européen de la France au titre de la coopération technique ou culturelle (n° 732).

M. Coste-Floret a été nommé rapporteur de la proposition de résolution de MM. René Pleven et Paul Coste-Floret tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation en Nouvelle-Calédonie (n° 746).

Commission mixte paritaire.

Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le code du travail dans les territoires d'outre-mer.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale dans sa séance du 8 avril 1964 et par le Sénat dans sa séance du 9 avril 1964, cette commission est ainsi composée :

Députés.

Membres titulaires : MM. Béraud, Berger, Couderc, Dassié, Didier (Pierre), Guillou, Rabourdin.

Membres suppléants : MM. Chalopin, Gasparini, Herman, Lepage, Piequot, Valenet, Macquet.

Sénateurs.

Membres titulaires : MM. de Pommery, Levacher, Grand, Lemarié, Menu, Sinsout, Lagrange.

Membres suppléants : MM. Lambert, Fournier, Lévêque, Bossus, Burret, Guillou, Pinton.

Convocation de la conférence des présidents.

La conférence constituée conformément à l'article 48 du règlement est convoquée par M. le président pour le mercredi 15 avril, à dix-neuf heures, dans les salons de la présidence, en vue d'établir l'ordre du jour de l'Assemblée.

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE
(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

8334. — 10 avril 1964. — **M. Commenay** expose à **M. le ministre de la construction** que l'article 9 du décret n° 63-1324 du 24 décembre 1963 édicte la suppression de la prime à la construction à l'encontre des bénéficiaires du permis de construire qui auraient commencé les travaux avant la décision d'attribution. Compte tenu du rythme actuel de l'octroi des primes (dix-huit mois à deux ans après la demande), cette décision a pour conséquence d'arrêter la construction, spécialement dans le secteur social. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun de rapporter, ou tout au moins d'atténuer ces dispositions : 1° pour permettre à tous les demandeurs de condition modeste d'être normalement logés ; 2° afin de ne pas entraver la marche de l'industrie du bâtiment, gravement affectée par ce ralentissement ; 3° pour, en tout état de cause, accorder immédiatement des mesures dérogatoires pour les mal-logés, les expulsés et les jeunes ménages.

8335. — 10 avril 1964. — **M. Commenay** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** que le quatrième plan prévoyait des augmentations sensibles et par étapes du prix de la viande de bœuf à la production ; qu'il en était de même pour le prix du lait, principale ressource des petites et moyennes exploitations. En contradiction avec les prévisions du plan et avec la notion de parité retenue par la loi d'orientation agricole, le Gouvernement a maintenu inchangé le prix du lait et revalorisé d'une manière insignifiante le prix du bœuf à la production. Un plan de stabilisation, appliqué d'ailleurs d'une manière très discriminatoire, ne saurait interdire la progression, garantie solennellement par la loi, du revenu des agriculteurs. Il lui demande en conséquence s'il n'envisage pas, à bref délai, de revenir sur sa décision et de prendre en faveur des producteurs de viande et de lait les mesures de revalorisation qui s'imposent d'extrême urgence.

8336. — 10 avril 1964. — **M. Souchal** rappelle à **M. le Premier ministre** que toutes les études faites sur la décentralisation et la régionalisation désignaient, pour toutes sortes de raisons, Nancy comme « métropole régionale ». Il constate avec amertume et regrette vivement que l'article 1^{er} du décret n° 64-251 du 14 mars 1964 désigne comme « préfet de région » le « préfet coordonnateur de la circonscription d'action régionale définie par le décret du 2 juin 1960 », soit, pour la région lorraine, la ville de Metz. Il rappelle d'autre part que l'article 10 dudit décret transfère au préfet de région les « pouvoirs de décision des chefs de service régionaux des administrations civiles de l'Etat relatifs à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes d'équipement public résultant de l'exécution du plan ». Il lui demande dès lors : 1° si ces textes entraîneront le transfert à Metz des quelques quarante administrations régionales dont le siège est à Nancy et quelle économie budgétaire résulterait d'une telle décision ; 2° s'il n'estime pas plus logique au contraire, les villes de Nancy et de Metz étant d'accord sur ce point, et étant donné d'une part la rapidité des communications — téléphoniques, ferroviaires et routières, notamment par autoroute — et d'autre part la construction prochaine d'une grande cité administrative, que lesdites administrations doivent définitivement rester là où elles sont actuellement installées, soit à Nancy, véritable centre géographique de la Lorraine.

QUESTIONS ECRITES

Art. 138 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois ».

8337. — 10 avril 1964. — **M. Anthoin** rappelle à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que l'article premier de la loi du 1^{er} avril 1943, relative à la publicité, interdit celle établie sur portatifs spéciaux en dehors des agglomérations ; que le décret du 29 octobre 1960 a cependant institué une taxe sur cette publicité interdite ; que cette contradiction a été reconnue et que le Gouver-

nement a lui-même précisé (*Journal officiel*, débats Sénat, séance du 16 juin 1963, réponse à la question n° 2996, page 102) que « dans l'état actuel de la réglementation, la signalisation faite par certains restaurateurs, de leur établissement, est illicite. Toutefois, étant donné l'intérêt que peuvent présenter pour les touristes de telles indications lorsque les établissements signalés ne sont pas en bordure de la route, il a été envisagé d'assouplir les réglementations sur ce point. Un projet de texte en ce sens a été mis à l'étude par le ministère d'Etat chargé des affaires culturelles ». Il lui demande de lui faire connaître à quel point en est actuellement l'étude de ce texte.

8338. — 10 avril 1964. — **M. Hoffer** expose à **M. le ministre de la construction** que de nombreux locataires d'I. L. M. souhaiteraient acquérir, selon des modalités à déterminer, le logement qu'ils occupent ; que l'accession à la propriété leur permettrait de réaliser un louable désir de promotion sociale qu'il conviendrait d'encourager au maximum ; que les offices d'I. L. M. pourraient ainsi récupérer des sommes importantes qui permettraient une augmentation sensible des programmes de constructions neuves ; et que les offices d'I. L. M. pourraient d'ailleurs continuer à assurer pour le compte des copropriétaires la gestion des appartements cédés. Il lui demande quelles dispositions sont actuellement envisagées par son département pour atteindre cet objectif.

8339. — 10 avril 1964. — **M. Van Hascke** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que le décret n° 64-126 du 7 mars 1964 (*Journal officiel* du 11 mars) a modifié les dispositions du décret du 30 août 1957 portant statut des personnels de la catégorie A des services extérieurs du Trésor. Il résulte de ce nouveau texte que les intégrations dans les différents échelons seront faites conformément au tableau de concordance ci-dessous (p. 2332 du *Journal officiel* du 11 mars 1964) :

Situation ancienne.	Situation nouvelle.
Inspecteur adjoint :	Inspecteur :
2 ^e échelon avant 1 an.	1 ^{er} échelon.
2 ^e échelon après 1 an	2 ^e échelon.
3 ^e échelon.	3 ^e échelon.
Inspecteur, 1 ^{er} échelon.	Inspecteur, 4 ^e échelon (1).
Inspecteur, 2 ^e échelon.	Inspecteur, 5 ^e échelon (1).
Inspecteur, 3 ^e échelon.	Inspecteur, 6 ^e échelon (1).

Sous le régime du décret du 30 août 1957, le déroulement de la carrière pour un agent noté au grand choix (cadence d'avancement minimum) était le suivant :

Stage et 3 échelons d'inspecteur adjoint (durée minimum)	5 ans 6 mois
Inspecteur, 1 ^{er} échelon	3 ans

soit durée minimum pour parvenir au 2^e échelon (5^e échelon actuel)..... 8 ans 6 mois

Sous le régime actuel (décret du 7 mars 1964) ce stade peut être atteint de la façon suivante :

Stage	2 ans
1 ^{er} échelon	1 an
2 ^e échelon	1 an
3 ^e échelon	1 an 6 mois
4 ^e échelon	1 an 9 mois

soit durée minimum pour parvenir au 5^e échelon..... 7 ans 3 mois

C'est-à-dire qu'à égalité de note, un agent débutant actuellement sa carrière peut gagner 1 an 3 mois sur un collègue qui a actuellement dépassé le 4^e échelon du grade d'inspecteur. Il lui demande si l'administration n'envisage pas de reconstituer, en fonction des notes, la carrière des agents qui ont dépassé le 4^e échelon du grade d'inspecteur. Cette solution paraîtrait cependant d'autant plus équitable que ces agents, bien que n'ayant pas bénéficié de l'accélération actuellement possible pour les premiers échelons de leur carrière, devront subir par contre l'allongement prévu par le nouveau décret pour les échelons du grade d'inspecteur central. La durée totale de la carrière sera donc plus longue que celle prévue par le nouveau décret pour les agents qui ont dépassé le 4^e échelon actuel. Il serait convenable que la durée moyenne de la carrière soit la même pour tous.

(1) Intégration à ancienneté égale.

8340. — 10 avril 1964. — **M. Maurice Bardet** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que plus de trois ans se sont écoulés depuis le vote de la loi n° 61-89 du 25 janvier 1961 relative à l'assurance maladie des exploitants agricoles sans qu'ait été publié le règlement d'administration publique qui doit déterminer les modalités de constitution et de fonctionnement du fonds d'action sociale prévu à l'article 1106-4 du code rural. Les fonds réservés par les caisses de mutualité sociale agricole se trouvent, en conséquence, bloqués et inutilisés. Il lui demande à quelle date paraîtra le règlement d'administration publique attendu afin que puisse être mise en œuvre l'action sociale en faveur des bénéficiaires de

l'A. M. E. X. A. et plus particulièrement des assurés les plus défavorisés, et s'il envisage de réaliser « l'unicité de gestion » réclamée par les assemblées générales des caisses centrales de la mutualité sociale agricole, au besoin par le dépôt d'un projet de loi.

8341. — 10 avril 1964. — **M. Maurice Bardet** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que le prix du porc est en baisse brutale dans presque tous les pays de la Communauté économique européenne. Cette baisse, qui s'établit à 15 p. 100 pour la période du 10 décembre 1963 au 29 février 1964 en France, inquiète vivement les cultivateurs des régions défavorisées, dont l'élevage du porc constitue l'une des sources principales de revenu. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre afin d'enrayer cette chute des cours qui ne peut que très partiellement être imputée à la baisse saisonnière et s'il n'estime pas opportun, en particulier, d'accepter un relèvement du prix de soutien pour la viande de porc.

8342. — 10 avril 1964. — **M. Maurice Bardet** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que sa réponse du 8 février 1964 à la question écrite n° 5744 qu'il lui a posée le 13 novembre 1963 appelle de nombreuses réserves. Il attire plus particulièrement son attention sur la partie consacrée à l'octroi de bourses nationales aux élèves de tous les niveaux de l'enseignement agricole que le législateur, par l'article 4 de la loi du 2 août 1960, avait prévu de leur accorder sans discrimination et dans les perspectives de la démocratisation de cet enseignement. L'attribution éventuelle de bourses selon le système en vigueur au ministère de l'éducation nationale permettrait de réaliser l'harmonisation souhaitée mais serait, selon la réponse ministérielle du 8 février 1964, « exclusive du maintien des subventions de fonctionnement ». Il lui fait remarquer que cette argumentation est absolument contraire à toute l'organisation du système scolaire français, et spécifiquement au système de l'éducation nationale auquel l'administration de l'agriculture entend se référer. La réponse ministérielle confond, à l'évidence, deux réalités qui sont tout à fait distinctes et faciles à distinguer ; d'une part, l'intervention financière de l'Etat auprès des établissements permettant à ceux-ci soit de dispenser gratuitement l'enseignement, soit, du moins, de réduire considérablement les frais demandés aux familles ; d'autre part, les bourses soit d'internat, soit de demi-pensionnat, soit d'externat, qui permettent aux parents de supporter les dépenses de titre « extra-scolaire » et qui sont attribuées pour inciter la famille à faire entreprendre ou poursuivre des études à ses enfants. Il lui demande s'il ne pourrait modifier les solutions envisagées pour l'application de la loi n° 60-791 du 2 août 1960, afin que soient respectés les droits des familles du monde agricole et plus particulièrement des familles les moins fortunées et que celles-ci puissent bénéficier simultanément d'une dispense gratuite ou d'une réduction des frais d'enseignement et des bourses d'études. Il lui demande également à quelle date paraîtront les décrets d'application correspondants.

8343. — 10 avril 1964. — **M. Maurice Bardet** expose à **M. le ministre du travail** le grave problème qui se pose au régime autonome d'assurance vieillesse artisanal institué par la loi du 17 janvier 1948. Des décisions gouvernementales imposent à ce régime des augmentations de retraite sans lui donner des moyens légaux ou réglementaires d'assurer le financement correspondant. Il lui demande à quelle date seront publiés les textes portant réforme du régime artisanal et permettant à ce dernier de faire face aux exigences nouvelles qui lui sont imposées.

8344. — 10 avril 1964. — **M. Pierre Bas** expose à **M. le Premier ministre** que le voyage récent de M. le Président de la République dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, et de la Guyane, marqué par des concours de population et une ferveur patriotique émouvants, a attiré à juste titre l'attention du pays sur ces départements. Grande a été la surprise de maint métropolitain d'apprendre qu'il circulait encore aux Antilles et à la Guyane des billets différents des billets métropolitains. La suppression de la monnaie spéciale aux Antilles et à la Guyane a été demandée à maintes reprises au Parlement, et notamment par la commission des finances en 1962 et 1963, et par les élus des populations intéressées. Il lui demande à quelle date sera supprimée officiellement la monnaie spéciale des Antilles et de la Guyane qui n'a aucune justification.

8345. — 10 avril 1964. — **M. Lucien Bourgeois** fait part à **M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative** de son étonnement de n'avoir jamais eu de réponse à sa question n° 4602 parue dans le *Journal officiel*, débats A. N. du 7 septembre 1963 et ayant fait l'objet de deux rappels parus dans le *Journal officiel* du 11 octobre et du 15 novembre 1963. Il lui rappelle en conséquence les termes de sa question par laquelle il demandait : 1° si les résultats de l'étude des projets de promotion sociale prévue par le décret du 1^{er} août 1961 sont susceptibles d'être connus prochainement ; 2° quels recours peuvent avoir les fonctionnaires et autres agents des services publics qui ne rencontrent pas, auprès de leurs supérieurs hiérarchiques, la compréhension nécessaire leur permettant la fréquentation, en vue de leur perfectionnement, d'établissements d'enseignement.

8346. — 10 avril 1964. — **M. Grussenmeyer** attire l'attention de **M. le ministre de la construction** sur le décret n° 63-1324 du 24 décembre 1963 relatif aux primes, aux bonifications d'intérêt et aux prêts à la construction. L'article 47-1° prévoit que : « les dispositions du 2° alinéa de l'article 9 ne seront pas appliquées aux opérations ayant fait l'objet d'un permis de construire accordé avant la publication du présent décret ». Dans certains cas particuliers, où la délivrance du permis de construire a demandé, du seul fait de l'administration et en l'absence de toute faute du candidat à la construction, des délais exagérément longs, les dispositions de l'article 47-1° apparaissent comme particulièrement rigoureuses. Il lui a été, par exemple, signalé un cas concernant une demande de permis déposé en avril 1963. Ce permis ayant été accordé le 14 janvier 1964, son bénéficiaire est donc soumis aux dispositions du décret précité. Il lui demande si, pour tenir compte du délai excessif mis à la délivrance de certains permis, il ne peut envisager de compléter l'article 47-1° du décret du 24 décembre 1963 en prévoyant que les dispositions de ce texte ne s'appliquent pas aux opérations ayant fait l'objet d'un permis de construire demandé au moins trois mois avant la publication dudit décret, même si la délivrance de ce permis est intervenue après cette publication.

8347. — 10 avril 1964. — **M. Jacson** rappelle à **M. le ministre du travail** les prescriptions de la circulaire n° 73-S.S.-1948 du 27 février 1948 relative à l'application de l'arrêté du 21 octobre 1947 modifié par celui du 23 janvier 1948 concernant les remboursements des analyses et examens de laboratoires. Cette circulaire, adressée aux directeurs régionaux de la sécurité sociale, rappelait que l'arrêté du 21 octobre 1947 était intervenu en vue de sauvegarder le secret médical. Elle leur précisait que la production de l'ordonnance ne pouvait être exigée, le cas échéant, que par le contrôle médical. **M. Jacson** suppose que cette circulaire n'a pas été abrogée, mais il constate que, plus particulièrement depuis quelques mois, certaines caisses de sécurité sociale réclament aux assurés, en vue du remboursement de leurs prestations, la production de l'ordonnance prescrivant les examens biologiques. Il lui demande si, compte tenu de ces pratiques, il n'estime pas souhaitable de rappeler aux directeurs régionaux de la sécurité sociale les prescriptions de la circulaire précitée.

8348. — 10 avril 1964. — **M. Miossec** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les modalités actuelles du ramassage scolaire. Les textes intervenus en la matière font bénéficier de prix de transport réduits, ou même de la gratuité totale, les élèves externes qui fréquentent des écoles éloignées de leurs domiciles. Par contre, les élèves internes des divers établissements scolaires ne bénéficient pour leurs congés d'aucune réduction. Leur situation n'est pourtant pas foncièrement différente de celle de leurs camarades externes, simplement la périodicité du retour, à leurs domiciles est moins fréquente. Il lui demande s'il n'envisage pas d'étudier des dispositions visant à faire bénéficier les élèves internes de mesures analogues à celles prises en faveur des élèves externes dans le cadre du ramassage scolaire. Ces mesures pourraient également prendre la forme, soit de l'attribution à ces élèves internes d'une carte de réduction sur la S. N. C. F., mesure qui pourrait être suggérée à **M. le ministre des travaux publics** et des transports, soit de l'attribution d'une indemnité de déplacement qui pourrait être fonction des distances à parcourir.

8349. — 10 avril 1964. — **M. Volsin** expose à **M. le ministre de l'agriculture** les difficultés que rencontrent les demandeurs d'indemnités viagères de départ en raison de la condition de durée des baux exigée par le décret du 6 mai 1963, en particulier en ce qui concerne les fermiers qui dépendent entièrement, pour la réalisation de cette condition, de la bonne volonté de leurs propriétaires. Il lui demande s'il ne pourrait envisager l'assouplissement de ce décret qui, par sa rigueur, paralyse la plus grande partie des demandes.

8350. — 10 avril 1964. — **M. Balmigère** demande à **M. le ministre de l'agriculture** : 1° s'il est exact que des experts envisagent d'augmenter de 150.000 hectares, pour les vins de consommation courante et les vins délimités de qualité supérieure, la superficie plantée en vignes ; 2° dans l'affirmative, s'il est exact que ces nouvelles plantations ne seraient autorisées que pour les viticulteurs exploitant déjà de six à dix hectares.

8351. — 10 avril 1964. — **M. Balmigère** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que le vignoble de l'Hérault vient de subir un nouveau désastre dans des conditions analogues à celles de février 1963. Des constatations effectuées par les services compétents, il s'avère que toute la région du Biterrois aurait été plus particulièrement éprouvée. Les bas-fonds et les vallées habituellement gélifs, déjà sévèrement atteints en 1963, ont à nouveau été affectés. En maints endroits les vignobles de coteau (jamais gelés) ont eu à souffrir des basses températures (moins 16 à 20 degrés), détruisant toute perspective de récolte. Dans le seul département de l'Hérault plusieurs dizaines de milliers de vigneron, des populations de

villages entiers, privés de récolte pendant deux années consécutives, se trouvent totalement dépourvus de revenu. De plus, la nécessité de renouveler de nombreuses plantations profondément atteintes — ce qui implique l'absence de production pendant quatre à cinq années et des sommes élevées à investir — aggrave encore les difficultés de très nombreuses familles. Seule une aide substantielle, exceptionnelle et immédiate de l'Etat, peut permettre à ces milliers de viticulteurs de continuer leurs exploitations. Certes, des mesures ont été prises concernant les sinistrés de 1963. Mais elles sont jugées, tant par les intéressés que par l'ensemble des organisations professionnelles, trop restrictives et insuffisantes. C'est ainsi que la discrimination faite entre le sinistré à 50 p. 100 et celui à 49 p. 100 est incompréhensible. Pour pallier cette situation réellement dramatique, il lui demande : 1° quelles mesures immédiates il compte prendre pour aider efficacement les victimes du gel de 1963 et 1964, notamment : a) en accordant des prêts aux sinistrés à partir de 25 p. 100 ; b) en libérant le volant compensateur de la récolte de 1962 aux sinistrés sans qu'ils soient tenus à l'achat de transferts de compensation ; c) en leur consentant des remises totales des impôts fonciers et des exonérations des cotisations aux divers organismes sociaux ; 2° s'il envisage de modifier l'attribution de prêts aux viticulteurs exploitant moins d'un hectare, les dispositions actuelles privant injustement la grande majorité des ouvriers agricoles de l'aide de l'Etat, dispensée par contre aux gros propriétaires fonciers.

8352. — 10 avril 1964. — **M. Roger Roucaute** expose à **M. le ministre de l'agriculture** qu'une grande société américaine de conserves alimentaires, la Libby's de Chicago, construit actuellement une importante usine à Vauvert (Gard). L'installation de ce puissant trust alimentaire américain ne fut autorisée qu'avec la promesse que cette usine ne traiterait que les fruits et légumes produits dans la région. Or, avant même que son usine de Vauvert ne soit terminée, l'autorisation aurait été donnée à la Libby's américaine d'importer en France de grandes quantités de conserves américaines de fruits et légumes. Alors que les producteurs de fruits de la région connaissent de grandes difficultés pour vendre leur récolte, ils éprouvent la crainte légitime que les Américains utilisent cette puissante firme pour écouler en France leurs surplus agricoles. Il lui demande : 1° quelles sont les quantités de conserves de fruits et légumes que la Libby's a été autorisée à importer en France en 1963 et pour 1964 ; 2° quelles sont les dispositions déjà prises ou qu'il compte prendre afin que cette firme américaine ne puisse être utilisée pour l'écoulement des excédents produits dans les usines de Californie, au préjudice des producteurs du Midi de la France.

8353. — 10 avril 1964. — **M. Fievez** expose à **M. le ministre du travail** qu'en application de l'article 1151 du code de la sécurité sociale, le bénéfice des prestations familiales n'est accordé à un chef de famille résidant en France que pour ses enfants y résidant également. Un père de famille qui a un fils débile mental ayant été obligé, devant l'impossibilité de trouver un établissement en France, de placer cet enfant à l'étranger, ne perçoit donc pas pour lui de prestations familiales. Il lui demande s'il envisage d'étendre le bénéfice des prestations familiales aux chefs de famille dont les enfants infirmes sont rééduqués à l'étranger par suite de l'absence en France d'établissements spécialisés.

8354. — 10 avril 1964. — **M. Commenay** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'il devait percevoir, au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles, une taxe sur les huiles végétales, fluides ou concrètes, matières premières de la margarine ; que cette taxe, instituée par la loi de finances n° 62-1529 du 22 décembre 1962, n'a pas été mise en recouvrement en 1963 et qu'il semble qu'il en aille de même en 1964. Il lui demande : 1° pour quelles raisons cette taxe, d'un montant de 80 millions de francs, n'a pas été perçue en 1963 et pourquoi elle ne l'est pas en 1964 ; 2° par quel moyen le déficit du budget annexe des prestations sociales agricoles qui en résulte a été et sera comblé.

8355. — 10 avril 1964. — **M. Paquet** attire l'attention de **M. le ministre des armées** sur la situation de certains officiers de réserve, provenant, pour la plupart, des officiers de carrière, qui ont été défavorisés, dans leur avancement dans la réserve, du fait qu'ils ont été rayés des cadres pendant la période comprise entre 1939 et 1949, et qui n'ont pu être nommés au grade supérieur, avant leur radiation, étant précisé que les officiers ont participé à la guerre de 1914-1918, passé plusieurs années sur un théâtre d'opérations extérieures et repris du service en 1939-1940, mais n'ont pu, en raison de leur âge et de leur état de santé provisoire, rejoindre, durant l'occupation, les F. F. I. ou les autres unités combattantes. Il lui précise que nombre de ces officiers, rayés des cadres, n'en continuent pas moins de suivre les cours de perfectionnement, pour lesquels ils ont obtenu la croix du mérite militaire pour leur assiduité et qu'ils comptent actuellement vingt-cinq et trente ans de services dans leur grade. Il lui demande où en sont les études faites par son département en vue de rechercher les mesures de réparations, en faveur de cette catégorie d'officiers rayés des cadres et cruellement lésés dans leur avancement dans les réserves, et si on peut fixer un délai approximatif à leur aboutissement, étant

observé que les mesures à prendre n'auraient aucune incidence sur les cadres actifs actuels, ne coûteraient rien à l'Etat, ne seraient susceptibles d'aucune répercussion sur le budget de la nation, et ne constitueraient qu'une simple réparation morale due à des officiers qui méritent la gratitude du pays.

8356. — 10 avril 1964. — **M. Cassagne** expose à **M. le ministre de l'industrie** que les salariés, retraités de la caisse des vieux travailleurs, bénéficient à juste titre d'un billet de congé annuel, alors que les artisans retraités, dont la situation s'apparente souvent à celle de leurs camarades salariés, n'en bénéficient point. Il lui demande si une mesure aussi sociale ne pourrait pas, en conséquence, leur être accordée.

8357. — 10 avril 1964. — **M. Cassagne** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la population** s'il ne serait pas possible, comme cela se fait actuellement en ce qui concerne les économiquement faibles, d'accorder à tous les infirmes, aveugles et grands infirmes, titulaires d'une allocation d'aide sociale, le bénéfice d'une réduction de 30 p. 100 sur les tarifs de la S. N. C. F. à l'occasion d'un voyage annuel.

8358. — 10 avril 1964. — **M. Cassagne** expose à **M. le ministre du travail** que les redevances versées à une administration pénitentiaire par une entreprise qui fait faire certains travaux par les prisonniers n'ont pas à être soumises au versement forfaitaire de 5 p. 100 (arrêté du Conseil d'Etat du 13 juillet 1955, 7^e et 8^e sous-sections réunies). Il lui demande si la même exonération ne pourrait pas jouer en faveur des ateliers de travail protégé fonctionnant dans le cadre de la loi du 23 novembre 1957 en faveur des plus handicapés, ces ateliers travaillant, en effet, habituellement à façon pour le compte de donneurs de travail et présentant, pour la plupart, un déficit de fonctionnement important.

8359. — 10 avril 1964. — **M. Longequeue** expose à **M. le Premier ministre** qu'en raison de la divergence de points de vue existant entre le ministère de l'intérieur et le ministère des finances, les agents communaux autorisés à utiliser leur voiture personnelle dans l'intérêt du service ne peuvent obtenir le remboursement des frais exposés à l'occasion de missions effectuées dans les limites de la commune. Malgré l'affirmation contenue dans la réponse du ministre de l'intérieur à la question écrite n° 14870 de **M. Palmero** (*Journal officiel*, débats A. N., du 24 mai 1962, p. 1289), les receveurs-percepteurs municipaux, appliquant les instructions du ministre des finances, refusent de payer les mandats qui leur sont adressés. L'inconvénient découlant de cette situation est particulièrement net lorsque, par suite du rattachement à une grande ville d'une commune rurale sur le territoire de laquelle sont situés les captages d'eau destinés à alimenter l'agglomération, les agents communaux de la ville ne peuvent plus bénéficier du remboursement de leurs frais de déplacement à l'occasion de missions accomplies pour la surveillance, l'entretien ou la réparation des installations du service des eaux. Il lui demande s'il entend adopter des dispositions réglementaires susceptibles de mettre fin à cet état de fait illogique.

8360. — 10 avril 1964. — **M. Longequeue** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que la circulaire du 11 mai 1962 relative aux modalités d'attribution des primes spéciales d'équipement, publiée au *Journal officiel* du 24 mai 1962, confie à un comité régional le soin d'exprimer son avis sur les demandes de primes d'équipement. Ce comité se réunit sous la présidence du préfet et sa composition, fixée par ladite circulaire, ne comporte que des fonctionnaires nommément énumérés ou, éventuellement, des représentants d'autres administrations intéressées lorsque des questions de leur compétence y sont examinées. Il lui demande s'il n'estime pas opportun que les administrateurs locaux, et plus particulièrement les maires des villes intéressées, surtout dans le cas où celles-ci ont directement ou indirectement contribué de leurs deniers à l'expansion économique, notamment par l'équipement de zones industrielles, puissent être appelés à participer, à titre consultatif, aux travaux de ces comités régionaux lorsque ceux-ci sont appelés à se prononcer sur des dossiers concernant leurs communes et, en conséquence, s'il ne conviendrait pas d'ajouter à la liste susindiquée un représentant de la collectivité locale intéressée.

8361. — 10 avril 1964. — **M. Jean Moulin** expose à **M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports** que, d'une manière générale, le manque d'éducateurs pour la gestion et l'animation des équipements créés par son département ministériel nuit gravement au développement de l'effort d'éducation populaire, tant en ce qui concerne les jeunes que les adultes. Il lui demande si, dans le prochain budget, les crédits mis à la disposition du fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (F. O. N. J. E. P.) seront accrus afin de faire face à ces besoins.

8362. — 10 avril 1964. — **M. Fouchier** demande à **M. le ministre de l'intérieur** si les membres du conseil d'administration des offices publics d'habitations à loyer modéré qui auront été désignés dans cet organisme en application des règles posées à l'article 1^{er}, para-

graphes 2 et 3. du décret n° 63-1245 du 19 décembre 1963, pourront être maintenus en fonctions si, postérieurement à leur nomination, ils sont élus soit au conseil général, soit au conseil municipal d'une commune du département considéré.

8363. — 10 avril 1964. — **M. Darras** expose à **M. le ministre du travail** que, lorsqu'il existe : une convention collective de l'article 31 a du code du travail ; ou une convention collective susceptible d'extension de l'article 31 f ; ou un accord d'établissement de l'article 31 n ; ou un accord de salaire prévu à l'article 38 de la loi du 11 février 1950 modifié par la loi du 26 juillet 1957, applicable à la profession à laquelle il appartient, un assuré social peut, s'il entre dans le champ d'application territoriale de cette convention, demander, en cas d'augmentation des salaires et si l'interruption de travail se prolonge au-delà du troisième mois, que la révision du taux de son indemnité journalière soit effectuée sur la base d'un gain journalier calculé d'après le salaire normal prévu pour sa catégorie professionnelle dans ladite convention. Il lui demande si la revalorisation de l'indemnité journalière peut être accordée lorsqu'un réajustement de salaire intervient dans le cadre de la convention par décision patronale en application d'une recommandation du syndicat patronal, en attendant l'aboutissement de la procédure de révision prévue par la convention.

8364. — 10 avril 1964. — **M. Boisson** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** la situation des agriculteurs français expropriés au Maroc. Il lui demande quelles mesures il compte prendre concernant : 1° le transfert en France des avoirs bancaires ; 2° le paiement en France du matériel, des stocks, cheptels et frais de culture ; 3° le rapatriement des personnes et de leurs mobiliers ; 4° l'expertise des biens ; 5° le sort des parts sociales dans les coopératives ; 6° la réinstallation des rapatriés en France ; 7° la possibilité de report en France des assurances vieillesse contractées au Maroc.

8365. — 10 avril 1964. — **M. Fil** demande à **M. le ministre des armées**, en raison des lenteurs apportées à l'application des dispositions visant la révision des pensions militaires, quelles mesures il compte prendre pour traduire dans les faits la revalorisation de la fonction militaire qu'attendent encore les retraités de cette catégorie.

REPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ECRITES

TRAVAIL

7320. — **M. Cachat** demande à **M. le ministre du travail** s'il n'envisage pas de modifier la loi de 1898 concernant les mutilés du travail, en déposant un projet de loi tendant à faire bénéficier les accidentés du travail, antérieurs à 1947, des avantages similaires à ceux qui sont servis aux victimes des accidents du travail survenus depuis cette date. (*Question du 15 février 1964.*)

Réponse. — En règle générale, les accidents du travail demeurent régis par la loi en vigueur au moment où ils sont survenus. La réparation des accidents du travail survenus et des maladies professionnelles constatées sous l'empire de la loi du 9 avril 1898 était à la charge de l'employeur responsable, ou de son assureur substitué. L'extension rétroactive à de tels accidents des dispositions entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1947 dans le cadre des législations de sécurité sociale se heurterait à des obstacles d'ordre juridique et d'ordre pratique. Elle n'est pas envisagée. Il convient, toutefois, de rappeler que de nombreuses lois successives ont relevé, par l'octroi de majorations de rentes, le niveau des réparations accordées aux victimes ou à leurs ayants droit. La dernière de ces lois, en date du 2 septembre 1954, a réalisé une péréquation générale des rentes et prévu la fixation de coefficients de revalorisation par arrêté interministériel. Depuis lors, un arrêté de revalorisation est intervenu chaque année ; les revalorisations prenant respectivement effet au 1^{er} mars 1962 (15 p. 100) et au 1^{er} mars 1963 (16 p. 100) sont particulièrement substantielles. Un nouveau coefficient sera fixé avec effet du 1^{er} mars 1964. D'autre part, des études ont été entreprises en vue d'accorder une certaine indemnisation aux victimes d'accidents survenus avant que le risque qui les a atteints ne soit couvert par la législation sur les accidents du travail. Une proposition de loi (n° 269) a été déposée en ce sens. Toutefois, les problèmes qui se trouvent posés à ce sujet sont délicats et il n'est pas possible de prévoir quelle sera l'issue des travaux en cours.

7403. — **M. André Rey** expose à **M. le ministre du travail** qu'en application de la circulaire 3855 du 27 mars 1963 et du décret du 11 avril 1963 concernant le reclassement des rapatriés, la caisse primaire de sécurité sociale de Toulouse a incorporé dans son effectif des agents des organismes sociaux d'Algérie, soit vingt-trois agents reclassés au 31 décembre 1963, sans attendre les décisions de la commission de reclassement. La commission de reclassement impose maintenant vingt agents rapatriés de plus. Une telle exigence compte tenu de la situation actuelle de la caisse

primaire de Toulouse, va perturber les services et léser les intérêts du personnel déjà en fonctions avant la parution de la circulaire 3955 entraînant le licenciement, pour l'ensemble de soixante-trois auxiliaires et la rétrogradation des quatre-vingt-dix-huit agents en indemnité différentielle. Il lui demande s'il envisage étant donné que la caisse de Toulouse a déjà incorporé plus de 10 p. 100 des agents rapatriés dans son effectif et afin de ne pas porter atteinte à la situation du personnel : 1° de stopper les affectations en ce qui concerne notamment l'application de l'organigramme de 1964, toutes les caisses n'ayant pas fait le même effort ; 2° de lever l'interdiction concernant la titularisation des auxiliaires et les nominations des agents en indemnité différentielle. (Question du 22 février 1964.)

Réponse. — La situation créée par l'affectation des agents rapatriés des caisses de sécurité sociale d'Algérie dans certains organismes, et notamment à la caisse primaire de sécurité sociale de Toulouse, a été et demeure attentivement suivie, tant par les services du ministère du travail que par la commission nationale de reclassement instituée par le décret n° 63-364 du 8 avril 1963. C'est ainsi qu'en fonction de l'effort de recrutement d'agents rapatriés spontanément accompli par la caisse signalée par l'honorable parlementaire, antérieurement à la mise en application des circulaires et textes réglementaires relatifs au reclassement de ce personnel, la commission nationale n'a, en définitive, procédé pour cet organisme, dans la catégorie des cadres, qu'à une affectation sur vacance d'emploi et deux affectations en surnombre dans le grade de chef de section. Il ne semble pas que ces mesures soient de nature à entraver sérieusement la promotion du personnel de recrutement local. Dans la catégorie des employés, à l'exception d'une unique décision d'affectation en surnombre à l'échelon le plus bas, la commission s'est bornée à reclasser les agents rapatriés dans les emplois dont la vacance lui avait été déclarée par l'organisme. En l'état actuel des demandes de reclassement à l'instruction auprès de la commission nationale, il n'est prévu aucune affectation nouvelle à la caisse primaire de sécurité sociale de Toulouse. Sur un plan plus général, il convient de noter que la circulaire du 28 février 1964 a précisé que les dispositions prises en faveur des agents rapatriés ne devaient plus faire obstacle à la titularisation des auxiliaires justifiant de six mois de présence effective.

7463. — M. Arthur Ramette expose à M. le ministre du travail que les veuves de retraités mineurs, sur simple certificat d'hérédité délivré par le maire, peuvent percevoir le montant du dernier trimestre de la pension de leur mari dans la mesure où ce montant est inférieur à 500 F. Mais au-dessus de cette somme, très souvent dépassée actuellement, la veuve doit fournir un certificat d'hérédité délivré par un notaire ou un juge de paix, acte dont le coût (droit d'enregistrement compris) atteint 40 F. Il lui demande si des dispositions réglementaires ne peuvent être prises pour relever le plafond de 500 F à un niveau permettant aux veuves de mineurs de n'avoir pas à acquitter de tels frais, dans le moment où elles sont frappées cruellement par le décès de leur époux. (Question du 22 février 1964.)

Réponse. — Par décision du 29 janvier 1957, M. le ministre des finances et des affaires économiques a fixé à 500 F la limite des sommes pouvant être payées aux héritiers des créanciers de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, sur production d'un certificat d'hérédité. Les organismes de sécurité sociale devant se conformer, pour les paiements à faire aux héritiers de leurs adhérents, aux règles appliquées par les comptables publics, lesdits organismes ont été invités à l'époque à tenir compte de ce chiffre qui demeure en vigueur. Ce n'est donc que dans l'hypothèse où M. le ministre des finances et des affaires économiques prendrait l'initiative d'un relèvement du chiffre limite dont il s'agit que les organismes de sécurité sociale et, en particulier, la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines pourraient, eux-mêmes, être admis, pour ce qui concerne les paiements en cause, à adopter un chiffre supérieur à 500 F.

7472. — M. Roger Roucaute expose à M. le ministre du travail qu'il existe une disparité regrettable entre les mullts du travail au sujet des rentes qui leur sont servies suivant qu'ils ont été accidentés avant ou depuis 1947. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour corriger cette injustice, afin que les accidentés du travail puissent bénéficier d'avantages identiques, qu'ils aient été accidentés avant ou après 1947. (Question du 22 février 1964.)

Réponse. — En vertu de principes juridiques constants, les accidents du travail demeurent régis par la loi applicable au moment où ils sont survenus. Il n'est pas envisagé d'étendre rétroactivement la législation entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1947 aux accidents du travail survenus et aux maladies professionnelles constatées sous l'empire de la loi du 9 avril 1898 où la réparation était à la charge de l'employeur responsable ou de son assureur substitué.

7475. — M. Derancy demande à M. le ministre du travail si une femme, âgée maintenant de 83 ans, qui s'est mariée avec un ouvrier mineur en 1902, qui a obtenu le divorce à son profit après vingt-neuf années de vie commune, qui touche, maintenant que son ex-mari est décédé, une pension de réversion, ne pourrait avoir également droit : a) à l'affiliation à la caisse de sécurité sociale minière ; b) à la retraite complémentaire ; c) aux indemnités de logement et de chauffage allouées aux autres veuves. (Question du 22 février 1964.)

Réponse. — Afin de permettre aux services compétents de procéder à un examen de la situation, au point de vue tant de l'affiliation au régime minier pour l'assurance maladie que de la retraite complémentaire, de la personne faisant l'objet de la présente question écrite, l'honorable parlementaire est prié de bien vouloir faire connaître, sous le timbre de la direction générale de la sécurité sociale, les nom, prénoms, adresse et date de naissance de l'intéressée, ainsi que, si possible, les références de l'avantage de vieillesse qui lui est servi au titre du régime minier. Il est précisé que les problèmes relatifs aux conditions d'attribution des prestations de chauffage et de logement aux ouvriers mineurs actifs ainsi qu'aux retraités et aux veuves relèvent des attributions du département de l'industrie.

7614. — M. Martel expose à M. le ministre du travail qu'à sa question n° 6503 du 18 décembre 1963, concernant les prestations de chauffage et de logement pour les années de mine effectuées en Allemagne par des mineurs résidant en France et bénéficiant de la convention franco-allemande sur la sécurité sociale, il a répondu, au *Journal officiel* du 18 janvier 1964, « que la France, d'une part, comme d'ailleurs la Belgique et les autres pays du Marché commun, d'autre part, sont liées par les règlements n° 3 et 4 de la Communauté économique européenne concernant la sécurité sociale des travailleurs migrants, entrés en vigueur le 1^{er} janvier 1959 ; ces règlements se sont substitués aux anciens accords bilatéraux. Par ailleurs, les prestations de chauffage et de logement dont bénéficient les pensionnés des exploitations minières et assimilées ne sont pas accessoires des pensions servies par la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines en application du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946, mais que des avantages attribués en vertu du décret n° 46-1433 du 14 juin 1946 relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées ; ces avantages n'entrent donc pas normalement dans le champ d'application des règlements n° 3 et 4 précités », et qu'il appartient à l'auteur de la question de s'adresser à M. le ministre de l'industrie. Il rappelle à M. le ministre du travail qu'en application de l'article 21 de l'accord complémentaire du 9 juin 1948 à la convention générale entre la France et la Pologne sur la sécurité sociale, l'arrangement administratif du 30 septembre 1958 relatif à l'attribution des prestations de chauffage et de logement entrant en vigueur le 1^{er} janvier 1959, a été conclu par le directeur général de la sécurité sociale au ministère du travail et non pas par M. le ministre de l'industrie ou son représentant qualifié. Il ne voit donc pas la raison pour laquelle il est invité à saisir M. le ministre de l'industrie. Il demande à nouveau à M. le ministre du travail s'il compte réexaminer cette affaire, afin qu'une suite favorable soit donnée à la revendication des retraités et veuves bénéficiaires de la convention franco-allemande, visée par sa question n° 6503 du 18 décembre 1963. Au moment où l'on parle tant de la libre circulation de la main-d'œuvre entre les pays du Marché commun, il serait souhaitable que ces travailleurs bénéficient au moins des mêmes avantages que ceux accordés aux retraités relevant des conventions existantes avec des pays autres que ceux du Marché commun. (Question du 29 février 1964.)

Réponse. — Le ministre du travail confirme à l'honorable parlementaire les termes de la réponse publiée au *Journal officiel* du 18 janvier 1964. S'il est exact que le directeur général de la sécurité sociale a signé l'arrangement administratif franco-polonais du 30 septembre 1958, ce haut fonctionnaire n'a pas, dans cette occasion, représenté le seul ministre du travail mais le Gouvernement dans son ensemble. Il appartient donc à chaque ministre, selon sa compétence, de résoudre les difficultés d'application de cet accord. La question soulevée ne peut être tranchée que par le ministre de l'industrie, dont un représentant participait d'ailleurs aux négociations qui se sont tenues à Varsovie en septembre 1958.

7675. — M. Deniau expose à M. le ministre du travail que le remboursement des frais médicaux engagés par les assurés sociaux, pour eux-mêmes, ou les membres de leurs familles est différent suivant que, dans le département de résidence de ces assurés sociaux, une convention a été ou non conclue entre le syndicat des médecins et la sécurité sociale. Actuellement, dans un certain nombre de départements, dont celui du Loiret ou de telles conventions ne sont pas intervenues, et bien que les cotisations soient les mêmes que dans les autres départements, le remboursement des assurés est notablement inférieur à celui effectué dans les départements où une convention existe. Cette pénalisation appliquée à ces assurés sociaux se manifeste avec une persistance regrettable. Il lui demande les mesures que le Gouvernement compte prendre pour que les assurés jouissent d'une véritable égalité en ce qui concerne le remboursement des frais médicaux. (Question du 29 février 1964.)

Réponse. — Le décret n° 60-451 du 12 mai 1960 relatif aux soins médicaux dispensés aux assurés sociaux, prévoit que les tarifs des honoraires dus aux praticiens pour les soins dispensés aux assurés sociaux et à leurs ayants droit, sont fixés par des conventions signées entre les caisses régionales de sécurité sociale et les syndicats médicaux les plus représentatifs, le plus souvent dans le cadre départemental. Dans les départements où des conventions de caisses primaires ou le tarif n'a pu être établi par convention, la commission interministérielle des tarifs fixe le tarif applicable aux praticiens, tarif différent, en effet, selon que le médecin adhère personnellement aux clauses obligatoires de la convention-type, ainsi qu'audit tarif, ou refuse de souscrire une telle adhésion. C'est en application de ces dispositions que les actes médicaux sont remboursés aux assurés de façon différente selon que ces actes ont été effectués par un praticien conventionné ou adhérent personnel à la conven-

tion-type, ou par un praticien non adhérent personnel. La légalité de ces dispositifs a été reconnue par le Conseil d'Etat, dans un arrêt du 13 juillet 1962. Cet arrêt précise que « les mesures en question, qui font dépendre l'application des régimes différentiels institués, tant de la volonté du praticien qui accepte ou refuse de se soumettre aux obligations prévues en matière de tarifs et incluses dans les conventions et se place ainsi dans une situation différente au regard du service public, que de celle de l'assuré social qui choisit librement le praticien auquel il s'adresse, n'ont pu avoir pour effet de porter illégalement atteinte à l'égalité qui doit exister entre les différents intéressés ». Il est inexact de dire que dans certains départements les assurés sociaux sont pénalisés par le tarif d'autorité. En effet, dans les départements qui ne sont pas soumis à une convention générale, les assurés sociaux ont la possibilité d'obtenir le même remboursement que dans les départements conventionnés, en s'adressant à un praticien qui a souscrit une adhésion personnelle. La liste de ces médecins est communiquée aux assurés, sur leur demande, par la caisse primaire de sécurité sociale et les centres de paiement qui en dépendent. Le nombre de ces adhésions augmente assez régulièrement dans la plupart des départements. C'est ainsi que, dans le département de la Seine, 59 p. 100 des médecins ont signé une adhésion personnelle. Dans le département du Loiret, cité par l'honorable parlementaire, une convention médicale a été signée le 21 février 1964 et approuvée par la commission interministérielle des tarifs le 26 février, avec effet immédiat. Dans ce département, tous les assurés sont donc désormais remboursés de leurs frais médicaux sur la base des tarifs conventionnels.

7826. — M. Doize attire l'attention de M. le ministre du travail sur la modicité de la pension de l'assurance invalidité lorsque les assurés sociaux sont invalides depuis longtemps et qu'ils comptent moins de dix ans d'assurance puisque la pension est égale à 30 p. 100 ou à 50 p. 100 (selon qu'il s'agit d'invalidité du premier ou des deuxième et troisième groupes) du salaire annuel moyen correspondant aux cotisations versées au cours des années d'assurances accomplies depuis l'immatriculation. C'est ainsi qu'un assuré social, invalide depuis 1948, classé dans le premier, puis dans le deuxième groupe, dont le taux d'incapacité reconnu est actuellement de 94 p. 100 n'a pour toutes ressources compte tenu de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité qu'une somme annuelle de 1.976 francs, soit 164,66 francs par mois, ce qui ne lui permet pas d'assurer son existence. Il lui demande : 1° quelles mesures il envisage de prendre en faveur des invalides se trouvant dans cette situation, notamment en procédant à la revalorisation annuelle du salaire moyen servant à la détermination de leur pension ; 2° quelle est sa position à l'égard de la revendication formulée par les organisations syndicales et tendant à ce que les pensions d'invalidité ne puissent être inférieures, en tout état de cause, au montant du S. M. I. G. (Question du 14 mars 1964.)

Réponse. — 1° La revalorisation des pensions d'invalidité est prévue par l'article L. 313 du code de la sécurité sociale, selon lequel des arrêtés du ministre du travail et du ministre des finances et des affaires économiques, pris après consultation du conseil supérieur de la sécurité sociale, fixent, avant le 1^{er} avril de chaque année et avec effet de cette date, d'après le rapport du salaire moyen des assurés pour l'année écoulée et l'année considérée tel qu'il résulte de la masse des cotisations encaissées et de l'effectif des assurés, les coefficients de revalorisation applicables aux pensions déjà liquidées. Ces arrêtés ont toujours été régulièrement pris par les ministres intéressés. C'est ainsi notamment qu'un arrêté en date du 25 mars 1963 a majoré de 16 p. 100, à compter du 1^{er} avril 1963, les pensions d'invalidité liquidées avant cette date. L'arrêté de revalorisation applicable à compter du 1^{er} avril 1964 interviendra incessamment. La modicité de certaines pensions d'invalidité ne vient donc pas de l'absence de revalorisation, mais du montant du salaire annuel moyen perçu par les intéressés avant l'interruption de travail suivie d'invalidité. 2° En application des

articles 311 et suivants du code de la sécurité sociale, le montant des pensions d'invalidité était fixé à 30 p. 100 du salaire annuel moyen servant de base, pour les assurés classés dans le premier groupe ; pour les assurés appartenant au deuxième groupe, la pension était égale à 40 p. 100 dudit salaire. Il en était de même pour les invalides du troisième groupe, la pension ainsi calculée étant par ailleurs augmentée en ce qui les concerne d'une majoration dite pour assistance d'une tierce personne. Le décret du 28 mars 1961, qui n'a pas modifié le mode de calcul des pensions allouées aux invalides du premier groupe, c'est-à-dire ceux qui sont capables d'exercer une activité salariée, a par contre réalisé une amélioration sensible de la situation des invalides appartenant aux deuxième et troisième groupes, puisque la pension de ces derniers a été portée de 40 à 50 p. 100 du salaire annuel de base. Il n'apparaît pas possible actuellement d'envisager une nouvelle augmentation du taux des pensions d'invalidité. Une telle mesure aurait, en effet, pour résultat de mettre à la charge des organismes de sécurité sociale, un surcroît de dépenses qu'il ne leur serait pas possible de supporter.

7830. — M. René Pleven appelle l'attention de M. le ministre du travail sur les charges sociales exagérément élevées (41 p. 100 du salaire) payées par les cantines scolaires sur le salaire des femmes employées pour la préparation des repas des enfants et le service desdites cantines. Ces charges résultent de ce que le personnel des cantines scolaires a été assimilé à celui des restaurants, alors qu'au moins pour les cantines de l'enseignement primaire ses conditions de travail correspondent bien davantage à celles de femmes de ménage. Il lui demande si, compte tenu de ce que les cantines scolaires n'ont aucun but lucratif, que la cuisinière de la cantine remplace pour la préparation du repas de midi la mère des enfants, les charges sociales ne pourraient être calculées d'après le tarif « femmes de ménage » sensiblement moins élevé. (Question du 11 mars 1964.)

Réponse. — Les cotisations patronales de sécurité sociale, soit 14,25 p. 100 en matière d'assurances sociales, 13,50 p. 100 en matière d'allocations familiales et 3 p. 100 en moyenne pour les accidents du travail, sont, conformément à l'article L. 120 du code de la sécurité sociale, calculées, jusqu'à concurrence d'un plafond actuellement fixé à 950 F par mois, sur l'ensemble des sommes versées aux travailleurs en contrepartie ou à l'occasion du travail, y compris la valeur représentative des avantages en nature (nourriture et logement) et les pourboires perçus directement ou par l'entremise d'un tiers. Toutefois le ministre du travail est, en application de l'article L. 122 dudit code, autorisé à fixer, par voie d'arrêté, des rémunérations forfaitaires pour le calcul des cotisations dues au titre de l'emploi de certaines catégories de travailleurs. C'est le cas, en particulier, des employés de maison pour lesquels les cotisations sont calculées conformément au barème fixé en dernier lieu par un arrêté du 24 décembre 1963 (Journal officiel du 29 décembre 1963). Mais l'application de ce barème est, conformément au texte et à la jurisprudence, limitée aux personnes employées, par des particuliers, dans les services domestiques. On ne saurait, en effet, sans inconvénient, élargir le champ d'application de la réglementation en vigueur et tenter de discriminer, parmi les personnels affectés à la préparation des repas, ceux employés par des groupements à but non lucratif — tels les cantines d'école ou d'entreprise — et ceux employés par des entreprises commerciales. Il faut souligner, au surplus, que la règle générale rappelée au début de la présente réponse, et qui tend à fixer l'assiette des cotisations de sécurité sociale en fonction du salaire réel et de ses accessoires, est favorable aux assurés sociaux puisqu'elle leur permet de percevoir, en cas d'arrêt de travail, des prestations en espèces et, éventuellement, une rente ou pension calculée strictement en fonction de l'importance des rémunérations ayant donné lieu à précompte au cours de ou des périodes de référence exigées pour l'ouverture des droits.